



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 65 - Août 2019

OVR a 30 ans – Et maintenant, quel engagement ?

La progression de notre réflexion, tout au long de cette année jubilaire, nous avait amenés à nous poser la question d'un « engagement réfléchi, assumé dans la dignité » dans le cadre d'un renforcement des liens de solidarité avec nos partenaires. Les formes restent à déterminer et dépendent de chacune de nos associations, de leurs engagements passés, de la réponse de leurs partenaires et de l'évolution des projets. Les deux cas rapportés dans ce numéro (Plan-les-Ouates et « Espoiroumanie ») confirment encore que ces réalités peuvent être bien différentes dans les relations engagées.

La spécificité du mouvement OVR a reposé, dès le début, sur la solidarité, née d'une indignation. Une « solidarité européenne » relevée et appréciée en Roumanie même, par ceux qui se pen-

chent sur le passé récent du pays, mais qui étonne toujours un peu, même une institution comme l'IICCMER (Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain). Le texte du regard roumain sur la naissance d'OVR, que son directeur exécutif nous a permis de publier, est révélateur de l'étonnement suscité par ce « mouvement apparu spontanément, à l'initiative d'un groupe restreint de personnes, qui ont mobilisé leur énergie et leurs compétences, dans un contexte qui a permis une évolution réellement spectaculaire ».

En Roumanie, le sujet n'occupe plus tellement les esprits... quand il est seulement connu par la jeune génération... Peu de personnes sont réellement intéressées par l'histoire récente du pays, si peu connue et appréciée. Sauf, peut-être, si on est directement impliqué par des liens familiaux, qu'on vit hors du pays et recherche à comprendre son passé, à travers des parents qui refusent d'en parler, comme si on en avait honte (cf. le coin bibliothèque). Connaître pour comprendre.

La difficulté de la relève dans des mouvements tels qu'OVR et le non renouvellement par les jeunes générations qui ne se sentent plus, ou moins, concernées par des causes solidaires qui interpellent, peuvent-ils s'expliquer par le fait qu'elles nécessitent des engagements individuels, concrets, dans la durée ?

Une telle mobilisation serait-elle encore possible maintenant ? Peut-on établir un parallèle entre une solidarité, née il y a 30 ans et d'autres causes actuelles européennes (et pas seulement) : migrants, climat, mouvement anti-populisme, etc.? La solidarité est-elle en baisse, quand on voit la frilosité avec laquelle la génération adulte actuelle s'engage par rapport à d'autres crises et d'autres causes ?

En Roumanie, par contre, la société civile – et surtout les jeunes – veut dépasser le clivage de la politique politicienne pour arriver à influencer l'organisation sociale dans laquelle elle vit (cf. la revue de presse). Sa mobilisation en masse du 26 mai, lors des élections du Parlement européen et du référendum organisé dans le pays, le même jour, sur la réforme controversée du système judiciaire, en est la parfaite illustration.

Il semble qu'on assiste à un recadrage de la notion d'engagement, tant dans sa forme que dans les causes défendues.

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

OVR a 30 ans – Et maintenant, quel engagement ?

- Assemblée générale d'OVR-CH à Moutier

La problématique de l'eau en Roumanie

- Présentation et débat : l'eau potable, un enjeu vital

. Les sources d'eau en milieu urbain et rural

. Etat des lieux et amélioration de la qualité de l'eau

- Comment est née l'Opération Villages Roumains

La naissance d'OVR analysée depuis la Roumanie

- Sângeorgiu de Pădure – Plan-les-Ouates

30 ans de liens et d'amitiés

- Association « Espoiroumanie »

30 ans, l'occasion de se souvenir

- Présentation de SE M. Arthur Mattli

Ambassadeur de Suisse à Bucarest

- Coin bibliothèque

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Gerrit BOSSEN, Claudine JEANNET, Argelia LEDERMANN, Alain NICOLA, Martine ROCHAT, Vera & Hubert ROSSEL, Institut IICCMER

Photos : Ambassade de Suisse à Bucarest, Association Espoiroumanie, Association Sângeorgiu de Pădure, Institut IICCMER, Prof. Gabriel RACOVIȚEANU, Hubert ROSSEL, <https://inquamphotos.com/>, <http://www.inovaya.eu/>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-CH

La problématique de l'eau en Roumanie

Avec la problématique de l'eau, présentée dans le cadre de l'Assemblée générale de cette année, à Moutier, nous revenons à l'une des premières actions d'envergure de l'OVR, notamment dans le cadre des associations de Monthey ou de Meyrin. Après toutes ces années, c'était l'occasion de faire un bilan sur la situation de l'eau potable en Roumanie, après 30 ans de développement, de mise aux normes européennes, de développement industriel et/ou agricole... Quelle qualité d'eau dans le verre du consommateur ?

Nous avons donc demandé à Francisc Giurgiu de nous proposer un intervenant qui puisse nous parler de cette problématique, et il nous a proposé le Prof. Gabriel Racovițeanu de Bucarest, grand spécialiste de la question.

Depuis plusieurs années, nous pouvons aussi compter sur le réseau à Bucarest de Serge Gonvers, un Suisse expatrié qui a à cœur, quand il le peut, de soutenir et de parler d'OVR... C'est d'ailleurs une discussion entre lui et Pascal Praz qui a été à la base de cette thématique. A cette occasion, il lui a parlé du système *Inovaya*, qu'il a présenté avec Khaled Al-Mezayen qui, comme son nom ne l'indique pas, est Roumain...

Avec eux, ces derniers mois, nous avons déjà pris contact avec certains de nos membres impliqués dans la problématique de l'eau, afin de réfléchir à cette question et de faire le point dans nos villages sur la qualité de l'eau d'aujourd'hui... dans les réseaux d'eau d'hier.

La Rédaction

En marge de la partie statutaire de l'Assemblée générale (matinée)

PVR (Belgique)

Pierre Lebacqz transmet les bonnes salutations d'une partie d'OVR-Belgique, l'association *Partenariat Villages Roumains*. Tout comme nous, ils sont confrontés à l'érosion de leurs membres et de certaines de leurs associations. La 2^e association francophone de Belgique a émis le désir de refonder et recentrer OVR en Roumanie. PVR a noué des contacts avec plusieurs universités, notamment pour ouvrir une section d'éducation nouvelle avec le ministère roumain de l'Education – qui n'est pas toujours très coopératif –, ainsi qu'avec le Musée d'Histoire de Turnu Severin (lieu d'origine de la présidente actuelle de PVR), qui est très intéressé par les archives d'OVR. Des démarches sont en cours et il faudrait encore discuter pour que ces archives soient mises à disposition de la population au sein de ce musée. Les conditions précises ne sont pas encore fixées.

OVR-RO (Roumanie)

Francisc Giurgiu fait part des différentes difficultés auxquelles est confrontée l'association roumaine, notamment celle de sa survie institutionnelle, liée aux changements constants de la législation roumaine dans le domaine juridique. Il réagit aussi face à la décision prise par OVR-CH, relative à l'ancienne « Maison OVR de Morăreni ». La Maison OVR était un beau projet, mais qui n'a pas abouti pour les raisons connues au niveau OVR-International de l'époque. Et OVR-RO n'a pas la base qui lui aurait permis de l'utiliser de façon cohérente en fonction de la législation actuelle. Elle transfère donc le tout à la fondation *Pro Familia*, l'idée étant que cette maison serve à quelque chose d'utile dans le domaine social. Depuis plusieurs années, elle sert de résidence à une famille démunie et à différentes fonctions sociales pour les enfants en âge scolaire, notamment des études surveillées.

Message de Mme Elzi Martin, 1^{re} Secrétaire de l'Ambassade et responsable culturelle

La nouvelle Secrétaire et responsable culturelle de l'Ambassade de Roumanie à Berne, tout récemment arrivée en Suisse, est particulièrement heureuse de participer à cette Assemblée générale. Elle partage ces moments privilégiés dédiés à l'amitié qui nous unit tous et souligne le fait que, depuis sa création, OVR-CH a œuvré au renforcement de cette amitié. L'assemblée d'aujourd'hui témoigne une nouvelle fois de la qualité de ces relations et de la préoccupation de les développer. Les nombreux projets réalisés par OVR-CH en Roumanie, durant ces 30 dernières années, témoignent d'une remarquable solidarité humaine. Elle transmet aussi les salutations de M. l'Ambassadeur Vasiliu qui apprécie les activités discrètes et efficaces qui ont permis la réalisation de tous ces projets qui ont favorisé le développement humain.

L'eau potable en Roumanie, un enjeu vital (après-midi)

Le thème abordé se décline en deux temps :

- ▶ **Les sources d'eau potable en Roumanie dans le secteur urbain et en milieu rural**
présenté par le *Prof. Dr. Gabriel Racovițeanu*, Universității Tehnice de Construcții București (UTCB)
- ▶ **Etat des lieux et amélioration de la qualité de l'eau potable... Un projet pour les villages OVR partenaires ?**
présenté par *Serge Gonvers*, partenaire OVR-CH en Roumanie, et *Khaled Al-Mezayen*, co-fondateur et président d'Inovaya

Les sources d'eau potable dans le secteur urbain et en milieu rural

Quelques considérations générales

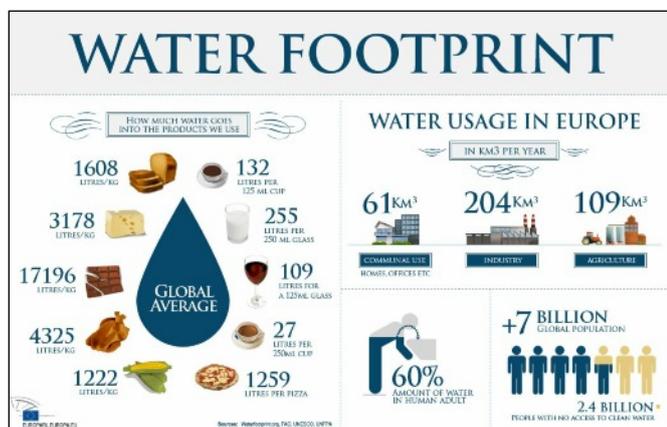
Au niveau global, la quantité d'eau sur terre ne change pas. L'eau salée forme 97 % du volume total. Sur les 3 % d'eau douce restante, 2 % sont contenues sous forme solide dans les glaciers. Il ne reste, dès lors, que 1 % d'eau liquide, dont 0,9 % sont souterraines. Les eaux de surface ne forment donc que 0,1 % du volume total des eaux disponibles, dont 0,09 % sous forme de vapeur d'eau.

D'un point de vue pratique, on ne peut donc faire de l'eau potable qu'avec les 0,9 % des eaux souterraines et les 0,01 % des eaux de surface, soit 0,91 % des eaux liquides. Par ailleurs, on ne prend pas assez conscience de la grande quantité d'eau nécessaire pour fabriquer les produits d'usage courant. Un tableau permet de le montrer pour certains d'entre eux : ainsi, 1 608 litres d'eau sont nécessaires pour fabriquer un kilo de pain ; 3 178 litres pour fabriquer un kilo de fromage ; 17 196 litres pour un kilo de chocolat ; 1 259 litres pour une pizza moyenne. Pour ce qui touche les boissons les plus fréquentes, il faut 132 litres d'eau pour une tasse de café de 125 ml ; 255 litres d'eau pour un verre de lait de 250 ml. Il faut vraiment

prendre conscience des grandes quantités d'eau utilisées pour un usage quotidien et du fait que, sur les 7 milliards d'habitants de la planète, près de 2,5 milliards n'ont pas accès à de l'eau propre (cf. doc. 1).

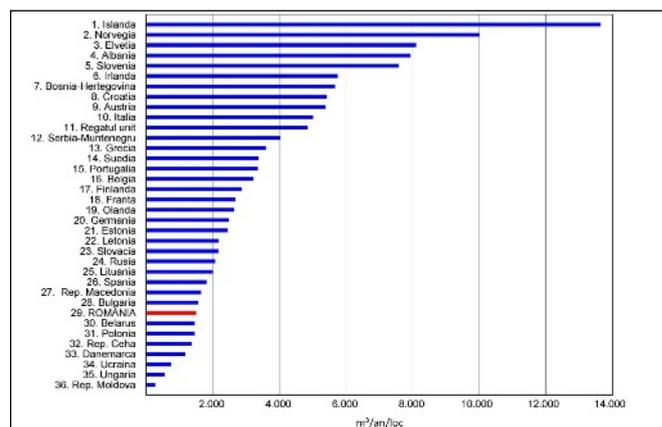
En Roumanie, les ressources disponibles en eau forment un peu moins de 2 000 m³ par an et par personne, provenant des sources souterraines et des eaux de surface constituées par les lacs et les rivières. Le pays n'est pas des mieux lotis au niveau européen, puisqu'il ne se place en 29^e position sur 36. A titre de comparaison, la Suisse se place en 3^e position, immédiatement après l'Islande et la Norvège, avec plus de 8 000 m³ d'eau par an et par personne (cf. doc. 2).

De plus, si on considère les grandes catégories de population et les quantités d'eau utilisées par chacune d'entre elles – les personnes privées, l'agriculture et l'industrie – pour une période s'étalant sur 20 ans, on constate que la consommation privée a pratiquement été divisée par deux : on est passé de 2,25 milliards de m³, en 1990, à 1,22 mia de m³ en 2011. Si la consommation totale du pays a été divisée par 3, la part de l'industrie n'a été amputée que d'un peu moins de la moitié,



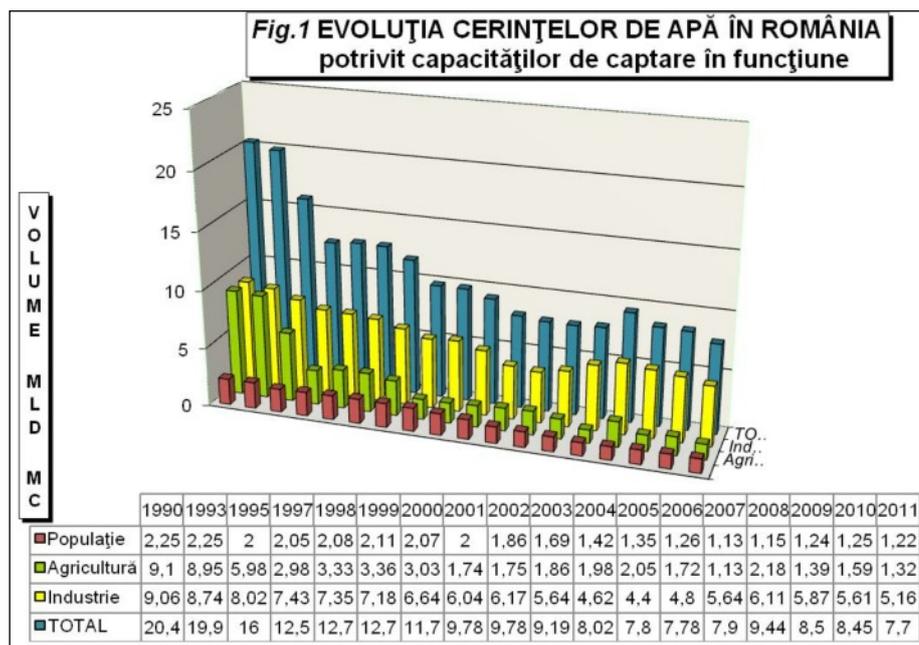
Présentation G. Racovițeanu

Doc. 1 - L'empreinte de l'eau dans la vie quotidienne



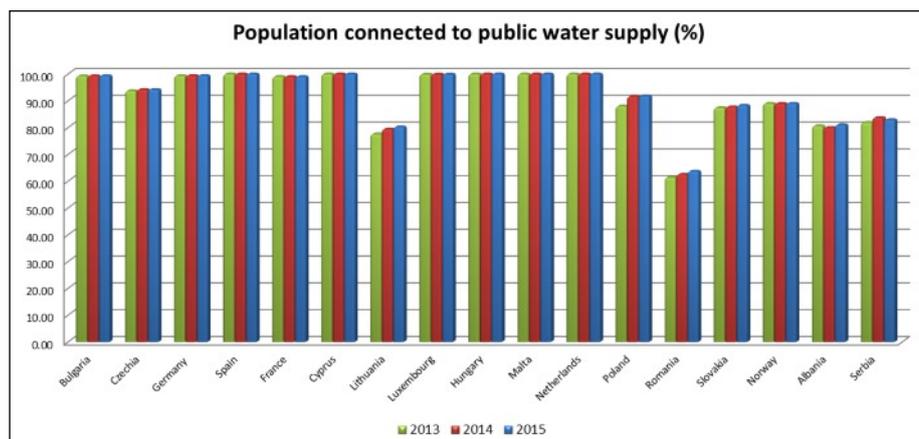
Présentation G. Racovițeanu

Doc. 2 - Les ressources en eau de la Roumanie au niveau européen



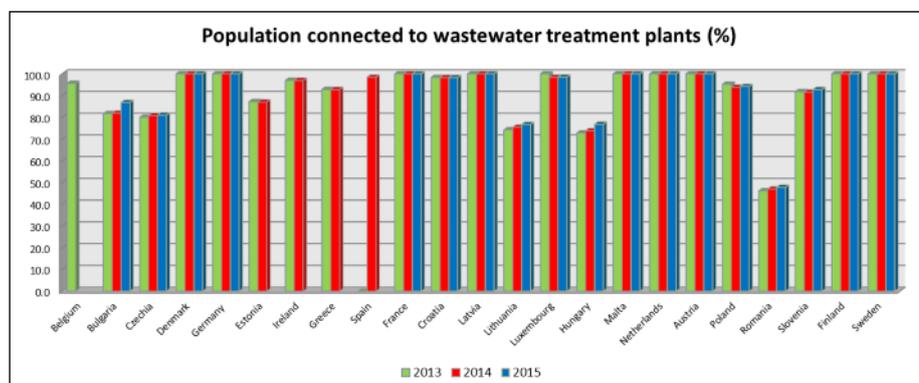
Présentation G. Racovițeanu

Doc. 3 - Evolution des besoins en eau entre 1990 et 2011 (en milliards de m³ par catégories de population)



Présentation G. Racovițeanu

Doc. 4 - Population connectée à un réseau de distribution publique (Comparaison européenne exprimée en %)



Présentation G. Racovițeanu

Doc. 5 - Population connectée à une station d'épuration des eaux usées (Comparaison européenne exprimée en %)

passant de 9 mia à 5 mia, alors que celle de l'agriculture s'est effondrée de 85 %, passant de 9 mia à 1,3 mia de m³ entre ces deux dates (cf. doc. 3). La cause principale de cette diminution est la destruction progressive de tout le réseau national d'acheminement de l'eau.

Encore faut-il que la population soit connectée à un réseau d'eau car, en y regardant de plus près, on constate que la Roumanie n'a que 60 % de sa population raccordée, alors que plus de 95 % de la population l'est dans des pays voisins comme la Hongrie ou la Bulgarie (cf. doc. 4).

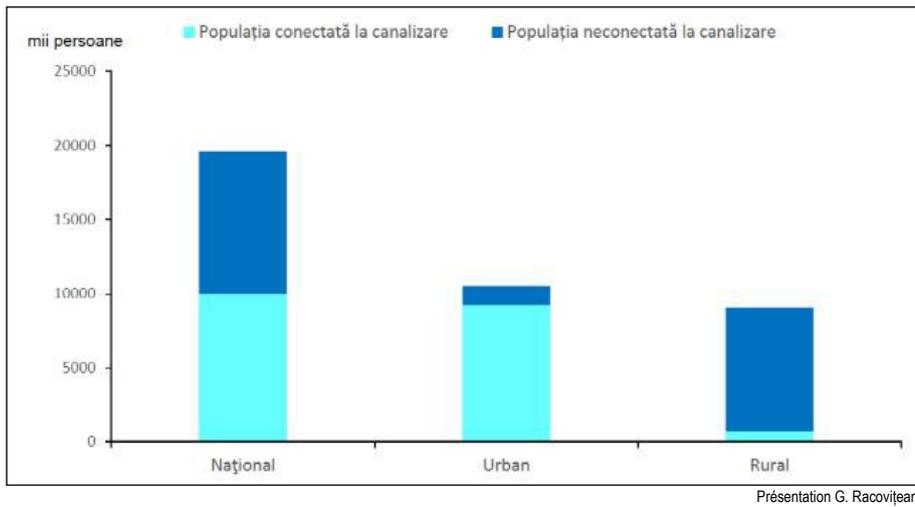
En aval, la situation est pire encore, puisque 45 % seulement de la population est reliée à des stations d'épuration, pour 70 % en Hongrie et même 80 % en Bulgarie (cf. doc. 5).

De plus, il existe une grande disparité entre les pourcentages de la population connectée en milieu urbain et rural, le rapport étant pratiquement inversement proportionnel pour chacune des populations (cf. doc. 6).

Les eaux de surface

Pour la Roumanie, les ressources continentales en eau potable représentent un volume de 134 mia de m³ par année. Le Danube à lui seul en constitue 85 mia et les rivières intérieures un peu moins de la moitié, soit 40 %. Les 9 % restants sont formées par les eaux souterraines. Toutefois, les ressources de l'utilisation technique de l'eau ne représentent qu'un peu moins de la moitié des possibilités : 61 mia de m³, respectivement 30 mia, 25 mia et 6 mia de m³ par année.

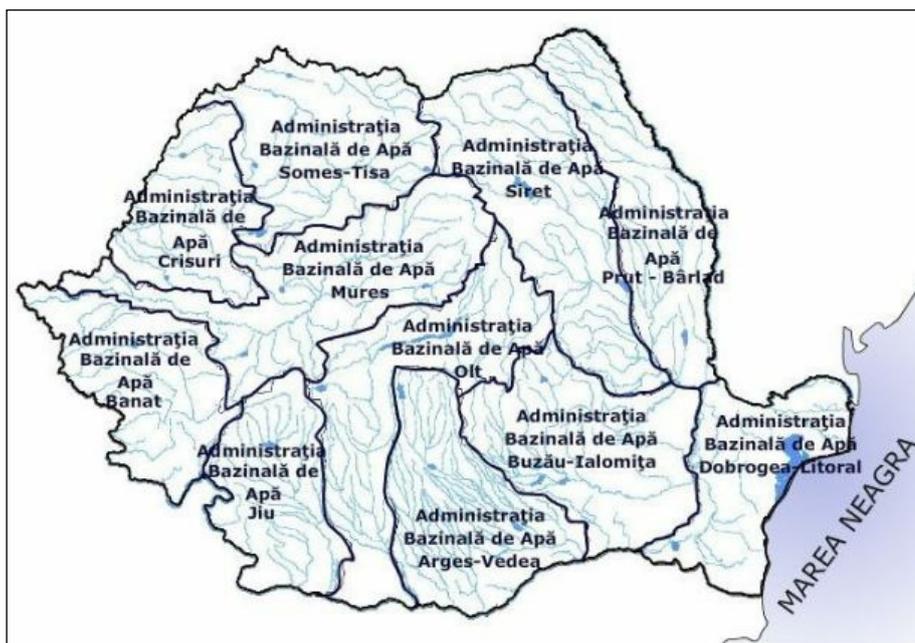
Les normes de qualité des eaux de surface utilisées peuvent se ranger en 3 catégories, selon les techniques à utiliser pour les rendre potables. La première d'entre elle (A1) ne nécessite qu'un traitement physique simple et une désinfection ; la deuxième (A2) nécessite à la fois un traitement normal physique et chimique, suivi d'une dé-



Doc. 6 - Population roumaine connectée (ou non) au réseau de canalisation nationale

sinfection ; la troisième (A3) nécessite un traitement physique et chimique avancé, avant la désinfection. En Roumanie, ce sont surtout les catégories A1 et A2 qui nécessitent un traitement assez fin ; très peu se retrouvent dans la catégorie A3, car les traitements sont très difficiles et beaucoup plus onéreux.

La gestion de l'eau est coordonnée par une agence nationale, appelée *Apele României*, qui a divisé le pays en un ensemble de bassins hydrographiques importants, à la tête desquels se trouve une administration régionale. La Roumanie compte 11 administrations régionales de bassins hydrographiques d'importances inégales (cf. doc. 7).



Doc. 7 - Les 11 bassins hydrographiques de Roumanie dirigés par des administrations régionales

Les captations souterraines

Les eaux souterraines sont plus difficiles à exploiter, car elles comportent de nombreux problèmes liés à la qualité de l'eau. Les principaux d'entre eux sont formés par :

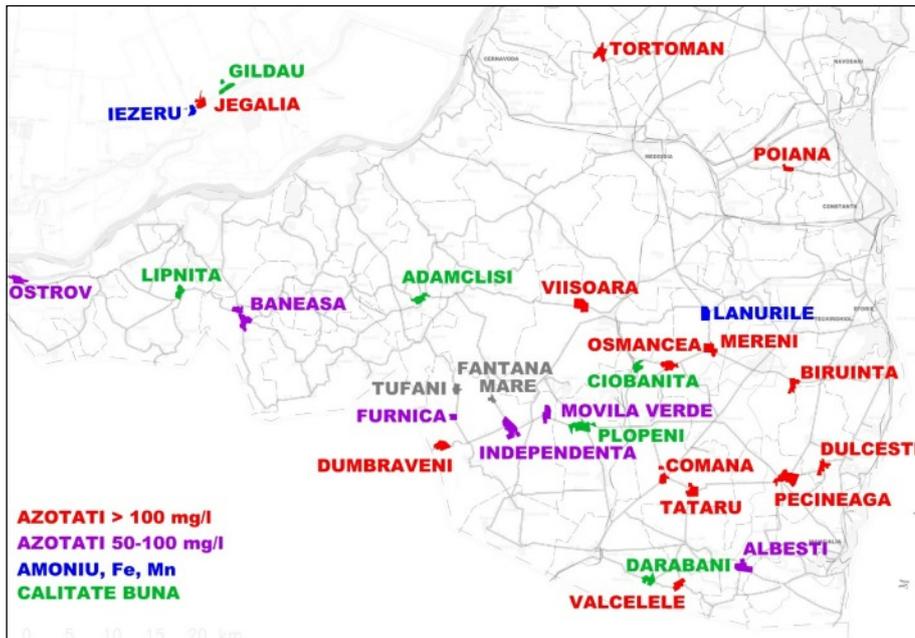
- la *dureté* de l'eau (liée à la teneur en sels de calcium et de magnésium). Elle n'a généralement pas d'effet sur la santé humaine, mais pose des problèmes pour les systèmes de chauffage (min. 5°C). Les eaux qui contiennent le plus de calcium et de magnésium se trouvent surtout dans les régions littorales de la mer Noire ;

- le *fer*, génère des problèmes de nature esthétique (max. 0,2 mg/l). Il donne une couleur rouge à l'eau ;
- le *manganèse*, génère des problèmes respiratoires et du tractus cérébral (maladie de Parkinson, embolie, bronchite, impuissance) (max. 0,05 mg/l) ;
- l'*arsenic*, effet cancérigène évident (maladie de Bowen, une forme de cancer de la peau) (max. 0.01 mg/l) ;
- les *nitrites* (50 mg/l) et les *nitrites* (0,5 mg/l), génèrent un taux trop élevé de méthémoglobine dans le sang et un cancer (nitrosamines). Ils provoquent une intoxication chez les très jeunes enfants, appelée « syndrome du bébé bleu ». Ils sont présents dans les engrais intensifs utilisés en agriculture mais peuvent également exister à l'état naturel ;
- l'*ammonium* (0,5 mg/l), forme de la chloramine qui dégage une forte odeur de médicament ;

- les *pesticides* (0,1 µg/l par classe, 0,5 µg/l au total), hautement cancérigènes. Ils résultent d'une utilisation irrationnelle en agriculture ;
- les *perturbateurs endocriniens* et les *produits pharmaceutiques*.

La qualité des eaux en déclin

Dans les grandes zones agricoles du sud-est du pays, des analyses récentes ont montré que la qualité des eaux souterraines des *județ* côtiers était en déclin et que le front de la pollution progressait dans le domaine des nitrates. C'est le cas, par exemple, pour la source Albești dans le sud de Constanța, où de nombreux points de forage qui permettent de capter l'eau ont témoigné de l'avance considérable de la dégradation des eaux. Entre 2002 et 2015, les quantités de nitrates



Présentation G. Racovițeanu

Doc. 8 - Qualité des eaux souterraines dans le sud du județ de Constanța et dans le sud-est de celui de Călărași

ont pratiquement doublé dans l'ensemble des puits de cette source.

Si on focalise l'analyse des eaux à l'ensemble des 26 sources du sud de ce județ, on constate que 6 d'entre elles contiennent des quantités d'azote supérieures aux normes tolérées (50 mg/l), comprises entre 50 et 100 mg/l, 12 ont des quantités supérieures à 100 mg/l ; une d'entre elles a des teneurs très élevées en fer, manganèse et ammonium ; et 5 seulement sont de bonne qualité naturelle. Ce n'est pas la distance entre ces sources qui favorise ou non leurs caractéristiques, mais bien les poches dans lesquelles elles sont contenues. Ainsi, dans le sud du județ de Călărași (juste en face d'Oltina (CT), de l'autre côté du Danube), sur les trois sources voisines de Gâldău, Jagălia et Iezeru – distantes de moins de 8 km –, seule la première a une bonne qualité naturelle, la deuxième comporte trop d'azote (> 100 mg/l) et la troisième contient des quantités trop élevées de fer, manganèse et ammonium (cf. doc. 8).

Initialement, la zone de pollution était moins élevée dans l'ensemble de ces terres. Mais, actuellement, le front de pollution avance à grande vitesse. Si on se pose la question de savoir pourquoi la situation évolue de cette façon, on ne peut s'empêcher de songer à l'agriculture intensive qui s'est progressivement implantée dans la région. C'est la principale cause probable de ces pollutions. Mais le deuxième gros problème est qu'il y a eu de nombreuses constructions effectuées sans système de traitement des eaux usées ; le développement de la construction ne s'est pas toujours fait avec un raccordement effectif aux canalisations, même si les systèmes adéquats ont été prévus à cette fin. Et, ainsi, les eaux usées passent direc-

tement dans les nappes phréatiques... en empruntant un réseau de canalisation non raccordé ! C'est une erreur qui a été faite parce qu'on a voulu augmenter trop rapidement la qualité de vie des gens.

Par l'analyse rapide d'un ensemble de cartes, M. Racovițeanu montre que la situation est pratiquement la même dans le județ de Arad, à l'ouest du pays. De nombreuses sources doivent être traitées et chlorées à cause des concentrations trop élevées en arsenic, en fer, en manganèse et en ammonium. Le processus de traitement est compliqué parce que les situations sont chaque fois différentes, ainsi que les concentrations considérées.

Programmes de financement

Depuis la Révolution, plusieurs financements ont été réalisés dans le secteur de l'eau, certains sur le plan national, d'autres financés par des organismes internationaux. Mais c'est surtout la procédure d'adhésion de la Roumanie à son entrée dans l'Union européenne – et avant même son adhésion (1er janvier 2007) – qui a permis des programmes de financement pour développer les infrastructures concernées. Des millions d'euros ont été investis dans le secteur de l'eau et la Roumanie est l'un des principaux pays de l'UE à recevoir des fonds pour le traitement et l'amélioration de ses eaux.

Un premier instrument structurel pour les politiques de pré-adhésion (ISPA, Instrument Structural pentru Politici de Pre-Aderare) a couru de 2000 à 2007 ; il a permis de répondre aux besoins les plus pressants dans les principales villes de plus de 300 000 habitants.

Une deuxième ligne de financement a été développée au moment de l'entrée du pays dans l'UE. Ce Programme opérationnel sectoriel pour l'environnement (POS-Mediu, Programul Operațional Sectorial de Mediu) a couvert la période 2007-2014. Il visait essentiellement les principales localités du pays ayant une population comprise entre 10 000 et 300 000 habitants.

Le troisième programme de financement par l'UE est toujours en cours ; il s'étend sur la période 2014-2021. Ce Programme opérationnel pour les grandes infrastructures (POIM, Programul Operațional Infrastructura Mare) concerne principalement des agglomérations de 2 000 à 10 000 habitants.

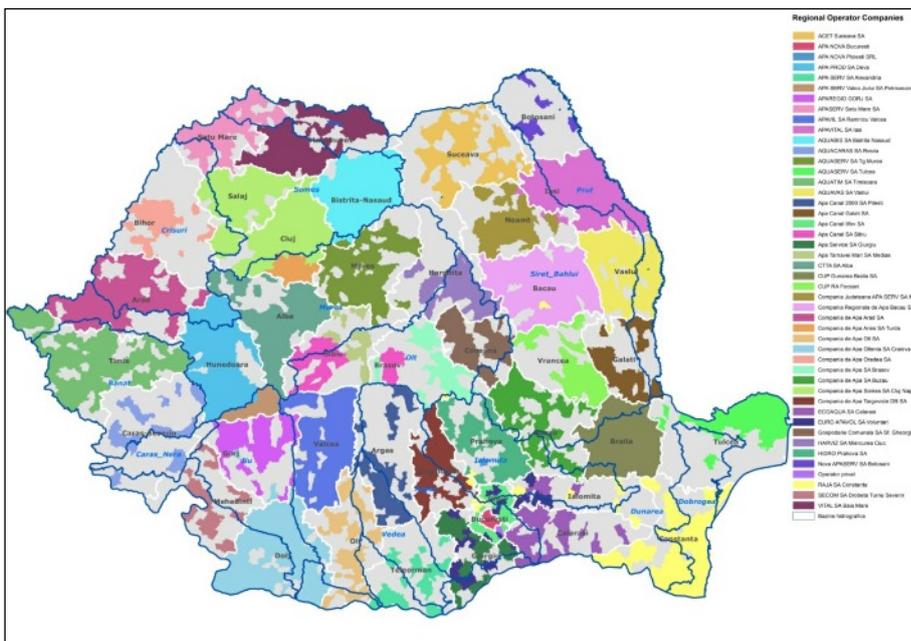
Des programmes nationaux roumains viennent en complément de ceux développés par l'Union européenne. Parmi ceux-ci, le PNDL (Programul Național de Dezvoltare Locală) se préoccupe exclusivement des milieux ruraux et de leur déve-

loppement local. La Banque mondiale finance aussi un programme national de développement rural (NRDP, Programul Național de Dezvoltare Rurală - Banca Mondială) et les municipalités ne sont pas oubliées non plus, puisque qu'un autre programme (MUDP, Programul de Dezvoltare a Utilităților Municipale) se préoccupe du développement de leurs services. Tous les niveaux sont ainsi concernés par des programmes pour financer le développement des investissements dans le secteur de l'eau.

Mais si l'Union européenne finance de nombreux programmes, elle impose aussi des conditions précises de conformité. Parmi celles-ci, dans les milieux ruraux, la directive européenne sur la qualité de l'eau potable dans les localités de plus de 50 habitants et la directive européenne sur la qualité des eaux usées pour les localités de plus de 2 000 habitants. Pour les milieux urbains, un principe de solidarité est d'application, par lequel les grandes villes (communautés fortes) doivent soutenir les petites localités. Si ce n'était pas le cas, ces dernières devraient payer des sommes exorbitantes auxquelles elles ne pourraient faire face.

Les différents opérateurs

L'ensemble du pays a été régionalisé et on a créé des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement par la formation et la consolidation d'opérateurs régionaux (OR, Operatori Regionali): 43 compagnies desservent 9 millions d'habitants et assainissent les eaux usées de près de 7 millions de personnes. Ces compagnies sont d'importance inégale

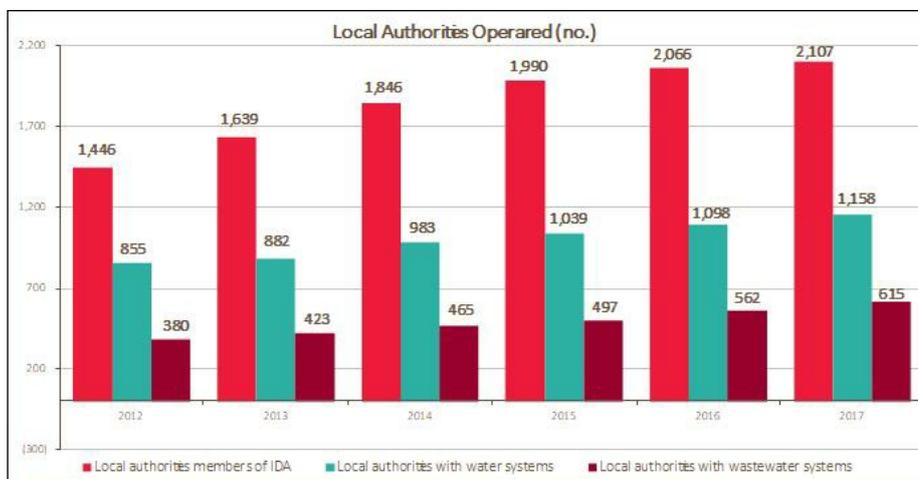


Présentation G. Racovițeanu

Doc. 9 - Ensemble des 43 opérateurs régionaux (OR) couvrant la totalité de la Roumanie, indépendamment de l'étendue des bassins hydrographiques et des județ

et couvrent des domaines d'activité d'étendues très différentes. Leurs limites ne correspondent pratiquement jamais à celles des județ dans lesquels elles se trouvent, et encore moins à celles des bassins hydrographiques (cf. doc. 9).

Des associations de développement intercommunautaire (ADI, Asociații de Dezvoltare Intercomunitară) complètent ce réseau par 900 opérateurs locaux. Mais il n'y a aucune obligation formelle à en être membre ; l'adhésion à une ADI est basée sur une demande volontaire de la localité concernée et toutes n'y ont pas adhéré. Les opérateurs proposent leurs services et exploitent le système d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau dans le cadre d'un contrat de service tarifé. Ils ne sont pas propriétaires des réseaux d'eau qui appartiennent, en fait, aux communes.



Présentation G. Racovițeanu

Doc. 10 - Evolution du nombre d'autorités locales qui agissent comme opérateurs pour l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées

Avec une population de 12,5 millions de personnes qui ont accès à un réseau d'approvisionnement en eau et de 9,5 millions reliées à un service d'épuration des eaux usées, les opérateurs régionaux assurent approximativement 70 % des activités dans le pays. A leurs côtés, on trouve deux grands opérateurs privés – des compagnies à capital mixte – qui fonctionnent à Bucarest et à Ploiești, pour desservir, respectivement, 2 millions (15 %) et 1,7 million (20 %) de personnes supplémentaires. Le solde de la population concernée par le secteur de l'eau est pris en charge par des services de rac-

cordement et d'épuration directement gérés par des municipalités, qui fonctionnent comme des départements ou des compagnies publiques, ce qui représente un complément respectif de 1,5 million (10 %) et 1 million (7 %) de personnes.

Ces chiffres sont loin de répondre aux besoins totaux de la population effective du pays, comme signalé précédemment, sans insister une nouvelle fois sur la profonde disparité existant entre les villes et les zones rurales (cf. doc. 6). L'évolution est toutefois positive, si l'on considère le nombre d'autorités locales agissant comme opérateurs qui sont membres d'une association de développement intercommunautaire (ADI), de celles qui disposent d'un réseau d'approvisionnement en eau, et de celles qui sont raccordées à un système d'épuration des eaux usées. C'est dans ce dernier domaine que la progression a été la plus forte, le nombre de localités ayant pratiquement doublé sur une période de 5 ans entre 2012 et 2017 (cf. doc. 10).

Les coûts de l'eau en Roumanie

Les coûts réels de l'eau peuvent varier considérablement dans le pays, suivant la région dans laquelle on se trouve et/ou l'opérateur par lequel on est obligé de passer, qu'il s'agisse des frais d'acheminement de l'eau ou, en aval, des frais d'épuration (cf. doc. 11). S'il n'est pas toujours possible de comparer les qualités de l'eau d'une région à l'autre, l'exercice s'avère plus difficile encore d'un pays à l'autre. Les seules comparaisons totalement pertinentes sont celles des coûts se rapportant

aux deux prestations fournies, accès à l'eau et coûts d'épuration, exprimés en euros par m³.

Les valeurs extrêmes minimales sont de 0,55 €/m³ (Gorj) et 0,28 €/m³ (Ilfov, Voluntari), soit un coût théorique total de 0,93 €/m³. Les valeurs maximales sont de 1,12 €/m³ (Ilfov, Voluntari) et 1,00 €/m³ (Constanța), soit un coût théorique total de 2,03 €/m³. Les valeurs médianes se situent à 0,82 €/m³ et 0,67 €/m³, soit un coût global de 1,49 €/m³. La réalité est un peu différente, car ce ne sont pas les mêmes endroits qui ont les coûts correspondant aux valeurs maximales théoriques exprimées. Le cas de « Ilfov, Voluntari » est assez révélateur de ce point de vue, puisqu'il regroupe, à la fois, les valeurs maximales pour l'acheminement de l'eau potable, mais les valeurs minimales pour les frais d'épuration des eaux usées. Avec un coût total de 1,40 €/m³, la population dépendant de cet opérateur ne se trouve pas loin des valeurs médianes payées dans l'ensemble du pays. Par contre, la population du reste du même județ d'Ilfov, dépendant d'autres opérateurs, paie 1,61 €/m³.

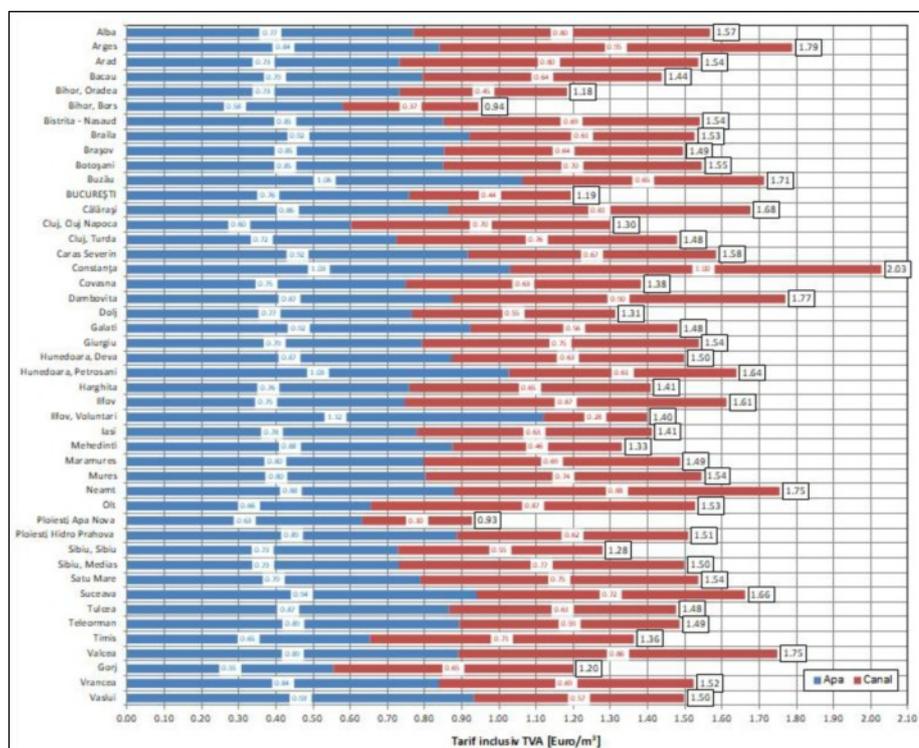
Les opérateurs du pays qui pratiquent les coûts globaux cumulés les plus bas sont « Ploiești Apa Nova » et « Bihor, Borș », avec respectivement 0,93 €/m³ et 0,94 €/m³. A l'autre bout de l'échelle, les prix les plus élevés sont ceux pratiqués par « Constanța », avec 2,03 €/m³. On est, toutefois, loin des prix relevés en Europe occidentale (à titre indicatif : 4,22 €/m³ à Düsseldorf, 4,42 €/m³ à Frankfurt, 5,06 €/m³ à Glasgow, 5,3 €/m³ à Berlin, et même 6,55 €/m³ à Copenhague)...

Bilan provisoire

On peut constater que la Roumanie a fait d'énormes progrès et que des mesures importantes ont été prises pour moderniser le secteur de l'eau et des eaux usées, mais il reste de nombreux problèmes à résoudre au niveau national pour répondre aux besoins du pays.

Le premier d'entre eux porte sur les difficultés de financement, immédiatement suivi par celui de la bureaucratie excessive dans l'évaluation des demandes de financement. En 2004, le secrétaire d'Etat responsable de l'eau avait signé au niveau européen un accord de 18 mia € d'investissements, complété en 2009 par un nouvel accord, afin de pouvoir répondre aux besoins estimés à 24,5 mia € au niveau national. Mais, avec le recul, il apparaît que l'effort de financement a été largement sous-évalué.

Les difficultés de mise en œuvre sont tellement nombreuses que, seuls, 4 dos-



Doc. 11 - Les coût d'acheminement (en bleu) et d'épuration (en rouge) de l'eau peuvent fort varier d'un județ à l'autre (en €/m³, TVA comprise)

siers ont été approuvés au niveau national sur une période de 5 ans ! Des temps très longs s'écoulent après le lancement des appels d'offre, car n'importe qui peut les contester en se justifiant. Si bien qu'il faut compter en moyenne deux ans et demi avant qu'un dossier puisse aboutir, et les délais sont souvent dépassés. Conséquence : la Roumanie risque de devoir payer des infractions si les dates de conformité sont dépassées... De façon générale, l'état de conformité est loin de celui négocié par le traité d'adhésion à l'Union européenne.

Au niveau interne de la Roumanie, on constate que les localités qui n'ont pas adhéré à des associations de développement intercommunautaire (ADI) sont confrontées à d'importants problèmes pour assurer la qualité et la quantité d'eau potable nécessaire, ainsi que la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau. Le niveau d'éducation des utilisateurs des systèmes complique encore les choses, sans parler de la difficulté à faire rentrer les paiements liés aux prestations fournies pour les services d'alimentation et d'assainissement.

La Roumanie se trouve à un tournant générationnel dans le domaine de l'eau aussi. Les aînés, ayant connu l'ancien système où tout leur était fourni, ont de la peine à comprendre pourquoi ils doivent payer pour ce qui était gratuit auparavant. Les problèmes de l'approvisionnement et – surtout – de l'épuration de l'eau leur échappent souvent. Par contre, les jeunes nés après la Révolution sont plus perméables à ces questions et comprennent mieux l'intérêt d'avoir une eau potable de bonne qualité et régulièrement contrôlée. Mais cela a un coût. L'eau est un enjeu vital.

Hubert ROSSEL

D'après les informations transmises
et les documents présentés
par le Prof. Gabriel RACOVÎȚEANU,
(UTC, faculté d'Hydrotechnique)

Etat des lieux et amélioration de la qualité de l'eau potable... Un projet pour les villages OVR partenaires ?

Serge Gonvers, partenaire OVR en Roumanie, commence par rappeler que plusieurs de nos associations ont été confrontées à ces questions liées à la problématique de l'eau, quand elles ont voulu développer un réseau d'adduction d'eau potable dans leurs communes partenaires. Les problèmes rencontrés n'ont pas été les mêmes et la façon de les résoudre non plus. Vu la difficulté de mettre en place des projets européens pour répondre à ces questions et améliorer la qualité d'une eau extrêmement faible – qui, en plus, peut être un vecteur de transmission de maladies –, on peut être tenté de se tourner vers des solutions plus simples, en tous cas moins lourdes à supporter seuls. Et de faire appel à des sociétés plus petites, mais non moins spécialisées, pour répondre aux besoins concrets de la population avec des systèmes relativement simples, qui ne consomment pas ou peu d'énergie, qui n'utilisent pas de produits chimiques et qui fonctionnent de façon autonome. Les systèmes mis au point par INOVAYA sont l'un d'entre eux. Ils sont présentés par M. Khaled Al-Mezayen, Roumain d'origine syrienne, né à Bucarest, docteur en pharmacie industrielle, diplômé de l'université de Toulouse.

Dans le monde rural, le non accès à l'eau est un problème majeur. Si, d'un point de vue global, la quantité d'eau reste constante, les besoins se font de plus en plus pressants à

cause de la démographie mondiale galopante. En Roumanie, la situation était assez catastrophique juste après la Révolution et le pays ne disposait même pas de cadastre approprié. Le système d'irrigation s'est arrêté et il a fallu tout reconstruire. Dans les principales villes, des solutions ont été trouvées, même si elles ont été très onéreuses, mais dans les zones rurales, le problème reste souvent entier. C'est dans ce contexte que la *start-up* franco-roumaine INOVAYA a été créée. Elle travaille depuis 2013 en Roumanie, surtout avec des communes défavorisées sur le plan social, dans le but de renforcer le développement de leurs conditions de vie : l'amélioration du traitement de l'eau potable, mais aussi la réduction de la pollution des sources d'eau.

Un premier système proposé (Inovaya C1000 m³) est idéal pour les localités de 500 à 20 000 habitants, pour un coût ne dépassant pas 2 €/an par personne, calculé sur une durée de vie minimum de 10 ans. La communauté dispose de 20 m³ d'eau douce par heure, uniquement par une filtration *high tech* de type nanofiltration (10 nm). La technologie fonctionne avec différents filtres opérant comme un entonnoir permettant la clarification et la désinfection de l'eau, bloquant les virus et les bactéries, sans consommable ni produits chimiques pour préserver l'environnement et la santé.

Par une approche conjointe avec les autorités locales, il est possible de se conformer aux réalités des communautés et de répondre aux besoins spécifiques de la population. Les systèmes peuvent s'adapter à tous les polluants (pesticides, métaux lourds, ammoniac, etc.) grâce à des *plug and play* de médias filtrants.

Pour les régions plus isolées, un autre système (Inovaya F106 120L) permet une connexion directe avec des eaux de surface – même contaminées –, et fournit 120 litres d'eau par jour, ce qui peut répondre aux besoins d'une famille de une à six personnes. Il bloque également les résidus de pesticide, les particules en suspension et la turbidité de l'eau.

La force d'INOVAYA est de proposer un vrai travail de partenariat pour aboutir à un projet répondant pleinement aux besoins des acteurs et des communautés. Cette approche inclut un réel accompagnement, du montage du projet à la formation des membres de la communauté concernée, en passant par la recherche de financements. Le but poursuivi est de rendre les utilisateurs autonomes le plus rapidement possible, en ayant recours à une maintenance nulle ou très faible.

À côté de partenariats développés avec les autorités publiques, INOVAYA collabore aussi avec des ONG, des associations et des organisations internationales, de façon à sécuriser au maximum les acteurs de l'humanitaire. Ainsi, différents projets sont en cours dans plusieurs pays africains et asiatiques, dans des villes et des zones rurales.

En Roumanie, la société est engagée dans plus de 36 endroits différents ; plusieurs projets de traitement des eaux sont en cours et un appel à projet vient d'être remporté dans le delta du Danube, dans une des zones les plus protégées du pays (voir ci-dessous). INOVAYA collabore aussi avec des entreprises industrielles pour leur apprendre à être moins polluantes dans la gestion et le traitement des eaux usées, et de réduire ainsi leur impact environnemental.

Mais la fonction première d'INOVAYA est de développer des solutions au meilleur coût dans les zones rurales. Les technologies développées ne sont peut-être pas les plus récentes, ni

les plus complexes, mais elles sont fiables, dans un rapport de qualité/prix des plus performants. La plupart des populations rurales vivant à proximité immédiate d'un puits, d'un cours d'eau, voire d'un lac, il n'est pas toujours utile de faire des forages profonds qui coûtent cher et qu'il faut entretenir par la suite. Il vaut mieux utiliser l'eau de proximité à disposition, dans les conditions les meilleures, tant au niveau des prix que de celui de la qualité de l'eau potable obtenue.

Il est parfaitement possible de réaliser de très beaux projets, sans passer par toutes les complexités techniques à disposition (qui augmentent considérablement les coûts) ou par toutes les arcanes administratives (qui font dépasser les délais limites). Le but premier est de réaliser des projets qui répondent à des besoins de base ; le fait de passer par de petites entreprises et par les autorités locales permet souvent de répondre aux questions essentielles qui se posent dans les localités rurales. On peut travailler beaucoup plus rapidement, avec des temps de réalisation portant sur 6 mois à un an, et obtenir des fonds plus limités de la part d'organismes financiers locaux. INOVAYA fait de la prospection dans ces domaines et accompagne ses partenaires dans la recherche de financements, tant dans l'espace public que privé. Une façon pertinente d'allier rentabilité et impact social.

Hubert ROSSEL

Sur la base de la présentation de Khaled AL-MEZAYEN, président d'Inovaya, et de Serge GONVERS, partenaire OVR

Pour tout renseignement complémentaire, se reporter au site <http://www.inovaya.eu>

Pour une présentation vue de l'extérieur : <https://www.aderly.fr/2019/03/la-start-up-lyonnaise-inovaya-revolutionne-lacces-a-leau-potable/>

Pour une approche basée sur une expérience : <https://www.lesechos.fr/pme-regions/innovateurs/inovaya-rend-leau-potable-accessible-grace-a-un-prix-tres-competitif-995502>



<http://www.inovaya.eu>

Le challenge social de l'Union Européenne

Approvisionner en eau potable et sanitaire les cabanes de pêcheurs du Delta du Danube en Roumanie, sans modifier l'environnement

Voici les cabanes de pêcheurs construites par l'association ROWMANIA avec laquelle nous avons remporté ce challenge européen.

Notre mission ? Installer des sanitaires ainsi qu'un système de filtration de l'eau du Delta pour la rendre potable afin que les pêcheurs puissent y avoir accès.

La difficulté ? Ne pas modifier l'environnement et n'utiliser aucune énergie.

C'est ainsi que le site d'INOVAYA présente le projet « Delta du Danube ». Un premier système a été inauguré à Mila 23 en mai de cette année. Il est expliqué *en roumain* dans un compte-rendu détaillé : <https://www.agerpres.ro/social/2019/05/14/tulcea-sistem-de-filtrare-a-apei-din-dunare-pentru-comunitatile-izolate-din-delta-307350>

Comment est née l'Opération Villages Roumains en Belgique (1988-1989)

La naissance d'OVR analysée depuis la Roumanie

A l'occasion des 30 ans du mouvement OVR, nous avons publié différents articles sur le contexte de sa création, dont plusieurs documents roumains d'époque, tel le plan de "systématisation du territoire et des localités" (*Le Réseau* N° 63, décembre 2018), avec de riches annexes reprenant les discours authentiques du *Conducător*, grâce au travail de la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris.

Au fil des réflexions et actions des membres fondateurs d'OVR, nous vous avons présenté le premier document officiel envoyé aux différents responsables communaux, intitulé "Projet d'intervention de la Coordination Opération Villages Roumains", dans le but de faire connaître l'action civique proposée.

Par ailleurs, le numéro 57 du *Réseau* (décembre 2016) faisait l'écho du colloque international organisé par l'IICCMER⁽¹⁾ – institution dont nous avons parlé à plusieurs reprises – à propos du rôle joué par le mouvement Opération Villages Roumains comme modèle de solidarité européenne, en protestant contre le projet communiste de systématisation des villages et en devenant un vecteur d'informations et d'échanges sur le monde rural.

Pour compléter ces divers articles, il nous a paru pertinent de vous présenter, ci-dessous, la vision de la naissance d'OVR dans les années 1988-89, telle qu'exprimée depuis la Roumanie, au travers du regard de l'Institut IICCMER. Les étapes, d'une discussion de bistrot à la documentation d'un projet, d'une conférence de presse au suivi des demandes des partenaires, rappellent le professionnalisme du mouvement de protestation. La genèse d'une solidarité européenne y est soulignée, alors que les citoyens occidentaux auraient pu rester indifférents aux transformations majeures planifiées dans le monde rural roumain. Rien ne les menaçait, n'est-ce pas ? Le lecteur de 2019 ne restera pas insensible à cette remémoration – les auteurs évoquent quelque 30 millions d'Européens qui se sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans l'Opération Villages Roumains – et transposera aisément cet élan de solidarité à d'autres causes de notre monde européen de nos jours.

Alain NICOLA



A l'occasion des 30 ans de la chute du régime communiste, l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) vous présente un modèle de mise en œuvre d'un projet européen qui allait dépasser les références en la matière : l'Opération de Sauvetage des Villages Roumains (Opération Villages Roumains)⁽²⁾.

A partir de mars 1988, Nicolae Ceaușescu donna de plus en plus d'impulsion au Projet de systématisation rurale, projet qui présupposait la destruction d'environ 7 - 8 000 villages sur un total de 13 123 villages roumains et le déménagement de la population rurale dans des « immeubles villageois » qui allaient être construits. En Occident, en réaction à ce projet, le mouvement de protestation intitulé « Opération Villages Roumains »

prit naissance, mouvement européen parti de Belgique (lancé officiellement en février 1989), qui allait se répandre par la suite en Europe. OVR fut enthousiasmé par la très grande réceptivité de l'opinion publique occidentale, ce qui allait même étonner ses propres fondateurs. Cette opération est un modèle d'un projet conçu spontanément, avec une évolution spectaculaire, dépassant de beaucoup les attentes de ceux qui l'ont créée.

⁽¹⁾ Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc : <https://www.iiccr.ro/> ou <https://www.facebook.com/InstitutuldeInvestigareaCrimelorComunismului>

⁽²⁾ Lien direct pour l'article (14.05.2019) : <https://www.iiccr.ro/material-amplu-operatiunea-de-salvare-a-satelor-romanesti/>

Le fait que le mouvement soit né en Belgique n'est pas un hasard. En 1988, ce pays conservait encore dans sa mémoire collective les difficultés du temps de la guerre, tout en étant conscient des progrès technologiques extraordinaires des décennies suivantes qui permirent à la société belge d'arriver

à améliorer son niveau de vie et de sécurité sociale. Des valeurs comme les droits de l'homme constituent pour la société occidentale la base de la civilisation européenne, raison pour laquelle chaque abus était perçu comme une grave violation. En Belgique, l'idée de déraciner un peuple de son habitat, d'en détruire les traditions et de démolir un véritable trésor architectural parut inconcevable ! La *brutalité* [en italique dans le texte d'origine, ndt] avec laquelle le régime entendait mettre en place son projet indignait les gens. En ce qui concerne le village roumain, les Belges le considéraient comme un espace resté intact, un monde disparu chez eux dans les années d'après-guerre. Les villages occidentaux furent dépeuplés dans les décennies qui allaient suivre la guerre, perdant leurs traditions paysannes qui allaient perdurer dans les villages roumains. Pour l'opinion, la destruction des villages était une perte, non seulement pour les Roumains, mais surtout pour le patrimoine européen.

Le 8 décembre 1988, la télévision publique belge diffusait le film « Désastre rouge », du réalisateur Josy Dubié. C'était un documentaire qui, grâce à une caméra cachée, avait pu surprendre des détails de la vie quotidienne des Roumains, y compris quelques cadres du parti qui présentaient les destructions de différentes localités. En plus, les médias occidentaux présentaient régulièrement les conditions de vie de plus en plus dégradantes en Roumanie sous le régime Ceaușescu. Le pays était un sujet quotidien dans la presse occidentale.

Quand Paul Hermant et ses amis ont vu pour la première fois le reportage de Josy Dubié, ils sont restés bouche bée face au désastre qui touchait ce pays dont la Belgique ne connaissait pas grand chose. La Roumanie était connue pour ses plages de la mer Noire. Mais eux, ils n'ont pas pu rester indifférents à une telle situation. A cette époque, Paul Hermant était un jeune journaliste plein d'enthousiasme et, plus particulièrement, doté d'une vision et d'une capacité exceptionnelle pour arriver à faire conjuguer hommes et idées, et ainsi les faire fonctionner naturellement. C'est lui qui allait devenir le moteur de l'action. Il a créé le concept, a mis en route le mouvement et c'est aussi lui qui a conçu le déroulement de chaque étape à venir.

Le 22 décembre, l'idée de ce qui allait devenir l'Opération Villages Roumains prit naissance. Dans une interview de 2006, Paul Hermant rappelait la genèse du mouvement qui démarra à Bruxelles : « Tout est parti d'une discussion typique de bistrot (au soir du 22 décembre) : "Tu as entendu ce qui se passe en Roumanie ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour la Roumanie ?" Avec Eric (le photographe Eric Masquelier), nous avons mis au point un scénario digne d'une fiction. A ce moment, nous n'avions pas d'intérêt particulier pour la Roumanie, nous n'avions jamais visité ce pays. En bref, nous ne connaissions rien à son sujet. Nous nous disions aussi les uns les autres, comme beaucoup de gens se disaient : "Tu as vu ce qui se

passé là-bas ? Tu as vu ce que vont devenir les villages roumains ?" » [1]

Immédiatement après cette rencontre, Paul Hermant et ses amis ont commencé à se documenter. Ils se sont intéressés de plus près à ce qu'il en était de ce projet de systématisation des villages et ils ont été horrifiés. Ils ont lu les discours officiels du *Conducător* et ont analysé des données statistiques. Ils pouvaient ainsi tirer des conclusions réalistes à propos de l'agriculture roumaine à ce moment-là. Même s'ils n'étaient pas forcément des spécialistes en agriculture, il leur parut évident qu'en proposant un tel projet, la situation était devenue indiscutablement hors de contrôle. Le régime mettait en avant la théorie de la récupération des terrains pour l'agriculture ; les Belges, eux, voyaient plutôt la volonté de l'Etat de confisquer aux gens les terrains encore non collectivisés. Selon les données statistiques, le manque de terres arables n'était de loin pas le problème de l'agriculture roumaine (avec 0,46 ha de terrain par habitant, la Roumanie se situait en 2^e place en Europe après la Pologne), mais la mauvaise gestion des surfaces existantes. La nécessité de moderniser les conditions de vie en Roumanie n'était pas même retenue comme un argument valable de leur point de vue. Selon la presse officielle roumaine elle-même, la majorité des nouveaux logements en milieu rural ne disposaient pas d'eau courante, d'installations sanitaires, de moyens de chauffage. Dans ce cas, comment pouvait-on parler d'élever le niveau de vie ? se demandaient les Belges. Ils voyaient dans ce projet un moyen pour que le paysan perde sa maison individuelle avec tout ce qu'elle compte (étables, poulaillers, jardin), y compris les parcelles conservées encore comme propriété privée, c'est-à-dire le peu de terrain encore resté jusqu'alors indépendant de l'Etat. C'était la raison pour laquelle il leur parut que le régime tentait en fait une deuxième collectivisation. Ils comprenaient que, par la systématisation des villages, le régime voulait en terminer avec une catégorie sociale insuffisamment contrôlée, parce que la paysannerie avait réussi à conserver ses traditions, son patrimoine, les relations sociales et les relations de solidarité établies dans le cadre de la communauté traditionnelle, les relations familiales, de voisinage, de paroisses, etc. En effaçant les différences entre village et ville, les Belges arrivèrent au constat que l'on voulait une homogénéisation de la société, autrement dit une société sans mémoire, sans traditions ni religion, sans différences ethniques ou culturelles. En bref, *la création de l'unique peuple travailleur roumain*, comme disait Ceaușescu dans ses discours [2]. Dans l'opinion des Belges, rien ne tenait debout pour justifier ce programme, ni économiquement, ni socialement, ni démographiquement.

Dans une première étape, les intentions de Paul Hermant et d'Eric Masquelier n'ont pas été de créer une association et encore moins ce qui allait devenir une gigantesque opération paneuropéenne. Bien au contraire, ils recherchèrent à promou-

voir leurs idées auprès d'ONG déjà existantes. Ils ont contacté plusieurs organisations, parmi lesquelles de célèbres ONG au profil humanitaire (Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, etc.). Leurs réponses furent négatives. On leur a dit que "la situation n'était pas encore si grave en Roumanie...". Paul Hermant se souvient : « Amnesty nous a dit "Très bien". Par la suite, on nous a fait comprendre qu'à Bruxelles ils ne pouvaient rien faire, que l'ONG était très centralisée, que toutes les décisions se prenaient à Londres et que Amnesty travaillait selon un programme annuel et que la Roumanie ne faisait pas partie du programme de sensibilisation durant l'année respective. La Ligue [roumaine] des Droits de l'Homme [à Paris, ndlr], par contre, se montra bien plus enthousiaste, même si elle disposait de moyens plus réduits, raison pour laquelle elle se dit prête à nous soutenir si nous lançons notre propre action » [3].

Décus, Eric Masquelier et Paul Hermant ont pensé activer leur cercle de connaissances et mobiliser leurs propres ressources. Paul Hermant disait : « C'est ainsi que notre idée initiale tomba par manque de soutien. Nous nous sommes donc tournés, Eric et moi, vers les réseaux personnels de chacun. » [4]. Ainsi fut fondé un comité de coordination formé de 12 personnes, issues de différents domaines professionnels. Parmi les membres fondateurs comptaient : Dan Alexe (licencié en Lettres), Anne Bontems (photographe), Alexis Burlet (licencié en Sciences sociales), Yves-Luc Conreur (animateur culturel), Claire Dalliers (architecte d'intérieur), Daniel de Beer de Laer (avocat), Anne Degrave (professeure), Malgorzata Dzierzawska (graphiste), Paul Hermant (journaliste), Jean-Pierre Jacqmin (journaliste), Marie-Paule Jeunehomme (journaliste), Vincent Magos (licencié en Ressources humaines), Eric Masquelier (photographe), Daniel Staelens (architecte), Serge Verheyewegen (photographe), Daniel Wathelet (spécialiste en agriculture).

« Au début, nous avons donné trois mois d'espérance de vie à notre opération, reconnaît Paul Hermant. Pas plus. Après ces trois mois, les communes devaient reprendre le concept, se mobiliser, et nous de notre côté, cesser notre activité » [5]. « Durant ces trois mois, se rappelle Paul Hermant, nous avons appliqué une méthodologie digne de figurer dans les manuels de coordination des projets » [6]. En effet, l'organisation mise en place a été l'ingrédient principal qui a conduit au succès de l'opération.

La conférence de presse du 3 février 1989 marqua le lancement officiel de l'Opération Villages Roumains. « Nous avons tenu une première conférence de presse à l'IPC (3) de Bruxelles, pour vulgariser notre concept. Quand nous sommes arrivés sur place, quelle surprise ! La salle était remplie de monde ! Nous n'avions pas idée d'où provenait tout ce monde.

(3) IPC : International Press Center (ndlr)

Nous avions déjà des correspondants des journaux étrangers qui étaient présents dans la salle et c'était justement le moment de lancer le projet OVR pour le rendre international » [7]. Il s'en suivit un effet boule de neige : le message de l'opération fut transmis par la presse centrale et locale, dépassant les frontières belges. Dans les mois suivants, l'opération allait se développer en France, Suisse, Grande-Bretagne, Pays-Bas, etc.

L'objectif de la Coordination Villages Roumains était bien concret : maintenir en vie les villages roumains. La pression internationale allait venir en aide à la solidarité européenne. Ce qu'espérait l'équipe allait se réaliser. Une fois cet objectif atteint, de nouveaux objectifs allaient être fixés, suivant les besoins. Les Belges avaient imaginé que Ceaușescu craindrait une réaction internationale. C'est ainsi que leur est venue une idée originale : sauver les villages roumains de la destruction en les faisant adopter par des communes occidentales. Une commune occidentale adoptait un village roumain. Comme on ne savait pas exactement quels villages allaient être les premiers à être détruits, décision fut prise de tous les adopter ! Chaque commune belge reçut une invitation de la part de la Coordination pour adopter un village roumain. On leur envoya un dossier avec des explications sur ce qu'il en était. Immédiatement, les administrations communales adoptèrent une résolution par laquelle elles étaient d'accord de participer à l'Opération, puis la coordination leur attribuait un village roumain. Les communes envoyèrent ensuite des cartes postales aux autorités roumaines qui les informaient sur le fait que le village X avait été adopté par la commune Y belge. C'était le système conçu pour mettre la pression sur le régime de Bucarest.

Les administrations communales ont pris au sérieux leur qualité de *garantes* de l'intégrité des villages adoptés, en se sentant réellement solidaires des villages roumains. En général, les maires et les élus locaux ont soutenu l'idée de sauver les villages roumains, ce qui fut particulièrement important pour diffuser efficacement le message, d'abord à tous les niveaux de la société belge, puis au niveau européen. Dans une proportion de 90 %, les communes belges ont été d'accord d'adopter des villages. La réaction des habitants des communes occidentales fut encore plus



ICCMER

surprenante ! Ils s'impliquèrent avec une réelle conviction pour soutenir la cause roumaine. Les gens écrivaient à la coordination, demandant comment ils pourraient être utiles : certains donnaient un peu d'argent, d'autres promouvaient le mouvement dans leur cercle de connaissances ou par un affichage sur la fenêtre de leur maison. Beaucoup de Belges s'intéressèrent d'abord au sort de Doina Cornea, puis à celui des villages. Non seulement les gens demandaient des informations par poste, mais aussi au téléphone ; parfois, ils appelaient l'Ambassade de Roumanie à Bruxelles, demandant des informations supplémentaires sur le village qui les intéressait, sur Doina Cornea ou sur l'évolution du projet de systématisation des villages.

A cette époque, il y a eu une extraordinaire vague de compassion pour la Roumanie, plus que pour tout autre pays du bloc communiste. L'Opération Villages Roumains a eu un effet important, en réussissant à sensibiliser une large portion de la population des communes occidentales sur le sujet des villages roumains. L'action lancée en Belgique en février 1989 allait se multiplier dans les mois suivants dans les autres pays européens. On estime que, durant la période 1989-1990, environ 30 millions d'Européens se sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans l'Opération Villages Roumains. Dans l'histoire récente européenne, OVR reste le repère d'un mouvement apparu spontanément, à l'initiative d'un groupe restreint de personnes, qui ont mobilisé leur énergie et leurs compétences, dans un contexte qui a permis une évolution réellement spectaculaire.

[1] Gauthier Pirotte, *L'épisode humanitaire roumain, Construction d'une crise, état des lieux et modalités de sortie*, L'Harmattan, France, 2006, p. 60

[2] Arhiva Mundaneum/Mons, Cutia 2, *Le plan de systématisation du territoire et des localités en Roumanie*. Dossier réalisé par la Ligue roumaine des Droits de l'Homme à Paris

[3] Gauthier Pirotte, *op. cit.*, p. 63

[4] Ibidem, p. 64

[5] Ibidem

[6] Ibidem

[7] Ibidem, p.66

Pour plus d'informations, nous vous prions de nous contacter à l'adresse mail office@iiccmr.ro ou au numéro de téléphone +40 21 316 75 65.

***A propos de l'IICCMER

L'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) est une structure gouvernementale créée en 2005 et placée sous la coordination du Premier Ministre. Son rôle consiste, avant tout, à gérer et analyser d'un point de vue scientifique la période du totalitarisme et ses conséquences. Par ailleurs, l'IICCMER soutient la création et la mise en œuvre d'instruments éducationnels dont la finalité est la mémoire, contribuant ainsi à enrichir le contexte dans lequel les valeurs et les droits fondamentaux sont perçus par notre société post-totalitaire. Enfin, mais non des moindres, l'IICCMER a pour rôle de recueillir, d'archiver et de publier des documents faisant référence à la mémoire de l'exil roumain.

Traduction : Alain NICOLA

Nous remercions M. Radu Preda, directeur exécutif de l'IICCMER, de nous avoir donné les droits de traduction et de publication de cet article publié sur leur site.

Les points de vues développés dans ce texte n'engagent que leurs auteurs.

La Rédaction



<https://inquamphotos.com/static12/preview2/inquam-photo-bucuresti--conferinta--iiccmr-69941.jpg>

⇔ OVR a 30 ans ⇔

Sângeorgiu de Pădure – Plan-les-Ouates

30 ans de liens et d'amitiés

En cette année du 30e anniversaire d'OVR, nous poursuivons la suite des réflexions de plusieurs de nos associations sur leurs différents engagements et leurs liens de solidarité avec leurs partenaires : une association genevoise en relation avec un village transylvain du județ de Mureș et une association vaudoise en partenariat avec différentes institutions du județ de Bacău en Moldavie. Deux approches bien différentes dans le type de relations et d'engagement, mais bien similaires dans la richesse des relations humaines engagées.

La Rédaction

Les débuts

Au printemps 1989, le conseil municipal de Plan-les-Ouates s'associe à l'action d'opposition à la destruction des villages roumains dans le cadre de la systématisation décidée par le dictateur Ceaușescu. Il se voit attribué un village au centre de la Roumanie, Sângeorgiu de Pădure. La Municipalité écrit alors au maire de cette commune et au gouvernement selon les propositions de l'Opération Villages Roumains.

Sângeorgiu de Pădure (*Erdőszentgyörgy*), Saint-Georges-de-la-Forêt, est une commune formée d'un grand bourg et de plusieurs hameaux comme Plan-les-Ouates. Il est situé en Transylvanie dans la province de Mureș. L'un des villages de la commune, Bezid (*Bözöd*), est parrainé par le village français de Varades.

75 % de la population parle hongrois et est attachée à sa langue et sa "nationalité" hongroise. La communauté Rom est aussi bien représentée. Les Roumains sont minoritaires.

Les citoyens "hongrois" sont en général calvinistes ou unitariens, mais plusieurs autres églises se retrouvent dans la

commune : des orthodoxes, des catholiques et plusieurs communautés évangéliques.

L'économie repose sur l'agriculture et l'exploitation de la forêt, il y a peu d'industrie. Une retenue d'eau pour l'agriculture a formé un lac qui a noyé un des villages quelques années auparavant.

Le village a un lycée important qui draine les jeunes de toute la région et les prépare jusqu'au baccalauréat. On y enseigne aussi le français, ce qui a facilité nos contacts.

Il y a également un petit hôpital avec des sections de pédiatrie, de médecine interne et de gynécologie.

Et la fierté du village, c'est le palais Rhédey, du nom d'une ancêtre de la reine d'Angleterre.

A la chute de Ceaușescu, fin décembre 1989, des bénévoles de la commune de Plan-les-Ouates rassemblent des habits, du matériel, des vivres et remplissent un camion de 40 m³ et 2 véhicules. Une délégation de municipaux, accompagnés de deux infirmières et d'une enseignante, partent à la découverte de "notre village", le 27 janvier 1990. A Sângeorgiu, l'équipe est



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Vue générale de Sângeorgiu de Pădure/Erdőszentgyörgy avec, dans le fond, le lac Bezid/Bözöd



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Entrée du village de Sângeorgiu de Pădure/Erdőszentgyörgy et le panneau des 4 partenariats avec d'autres localités

partout bien accueillie, mais elle découvre aussi la pauvreté, les enfants abandonnés, la vétusté de l'hôpital et des bâtiments scolaires.

Nous avons trouvé des interlocuteurs francophones dévoués au cours de ces 29 ans, qui ont fait le lien entre Plan-les-Ouates et Sângeorgiu où la majorité des gens ne parlent que hongrois. Seules certaines personnes âgées parlent l'allemand, tandis que la jeunesse préfère l'anglais.

Et c'est le début de liens forts qui lient nos deux communes.

L'Association Sângeorgiu

La commune de Plan-les-Ouates ne souhaitant pas elle-même gérer les relations avec Sângeorgiu, une "Association Sângeorgiu" a été créée en 1990 avec un fort soutien des autorités. Notre commune a toujours répondu présent lorsqu'il s'est agi de soutenir les activités courantes de l'association et des projets plus conséquents pour l'hôpital et les enfants défavorisés. Nos membres (une centaine de personnes) nous sont fidèles et nous soutiennent année après année. Hélas, certains disparaissent et ne sont pas remplacés, 30 ans après les débuts du mouvement.

Côté autorités, conseil municipal et administratif, elles se sont déplacées régulièrement en Roumanie.

En 2002 les maires de Plan-les-Ouates et de Sângeorgiu ont signé, pendant des cérémonies dans les deux localités, un *Pacte de fraternité* entre les deux communes.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Signature du *Pacte de fraternité* par les maires de Sângeorgiu de Pădure et de Plan-les-Ouates en 2002

Nous avons fait de nombreux voyages pour transporter du matériel, des habits et superviser divers chantiers. Fait mémorable : Sven Wütrich, vice-président du comité a fait, à lui seul, 74 voyages.

Une association-sœur a été créée à Sângeorgiu en 2002 avec, comme président, le maire de l'époque. Deux membres de notre association en font également partie. Hélas, le fonctionnement de cette association-sœur est très aléatoire,

pas de réunions, pas d'assemblées. Heureusement que son trésorier actuel est depuis des années notre homme de liaison dévoué, impliqué et efficace, une "perle" !

Notre association a mis, dès le début, l'accent sur des actions dans le domaine social, qui s'est traduit, au cours de ces 30 ans écoulés, entre autre dans des projets pour sortir les enfants abandonnés de leur sort misérable, pour réhabiliter l'hôpital et pour combattre l'abandon scolaire.

Les enfants abandonnés

La découverte des enfants abandonnés dans toute la Roumanie a été un choc pour toutes les personnes se rendant sur place au début des années nonante.

A Sângeorgiu, ces enfants vivaient à l'hôpital dans la section de pédiatrie, seul lieu qui daignait s'occuper d'eux. Ces enfants étaient cloîtrés dans des lits à barreaux, nourris mais pas du tout stimulés. Ils se balançaient toute la journée.

En 1993 nous avons pu envoyer une jeune psychologue suisse, spécialiste de la petite enfance pendant 3 mois. Elle a évalué la situation, a formé les infirmières et a engagé trois jeunes femmes qu'elle a formées également comme "éducatrices". Parce qu'il était impossible pour une association étrangère d'avoir du personnel en Roumanie, ces éducatrices ont été "engagées" par un ami local comme électriciennes !

Les enfants ont été sortis de leur lits, ont été stimulés, entourés et ont fait de grands progrès.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Le travail des éducatrices avec les enfants abandonnés (Ph. Catherine Stalder)

Deux autres professionnelles suisses de la petite enfance se sont succédé dans les années qui ont suivi.

Sous l'impulsion du président de notre association, les locaux ont également été rénovés.

Avec l'évolution de la législation roumaine, il était de plus en plus difficile de garder à l'hôpital des enfants qui n'étaient pas malades et nous avons recherché un autre lieu pour les héberger.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

La Maison Denise et Michel Strohbach a recueilli une partie des enfants abandonnés

Avec l'aide de la commune de Plan-les-Ouates, nous avons acheté une maison villageoise en 1999. Le vice-président de notre association, architecte de profession, a supervisé ce choix ainsi que les travaux. La maison a été inaugurée avec les autorités de Plan-les-Ouates et est nommée "Denise et Michel Strohbach", du nom de notre premier président et de son épouse, décédés peu avant.

Nous avons remis cette maison au département de la Protection de l'enfance de la province de Mureș. Elle est gérée par une structure roumaine qui s'occupe également d'un orphelinat.

Une partie des enfants abandonnés de l'hôpital a été transféré à la "Maison Strohbach". Les autres ont été dispersés dans divers orphelinats.

Les éducatrices ont gardé un contact avec ceux-ci en leur rendant visite régulièrement, et ceci jusqu'à leur majorité.

Lors de chaque voyage de membres de l'association et des autorités de la commune de Plan-les-Ouates, nous rendons



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Visite de la délégation de Plan-les-Ouates à la "Maison Strohbach" (Ph. Roland Bourgeois)

visite à la "Maison Strohbach" qui garde les jeunes jusqu'à leur entrée dans la vie professionnelle.

L'hôpital

Sângeorgiu a un petit hôpital qui comprend des sections de médecine interne, de pédiatrie et de gynécologie. Il draine les patients de toute la région.

Pour transférer des malades à l'hôpital de Târgu Mureș, nous avons fourni 3 ambulances sur plusieurs années.

Dans les années 2000, la plupart de ces petits hôpitaux ont fermé et il a fallu lutter pour garder ouvert celui de Sângeorgiu, le rénover, le moderniser.

En 1999, un jeune gynécologue en devient directeur. Il est dynamique passionné et polyglotte, il parle très bien le français. Nous avons d'excellents contacts avec lui. Il nous a parlé de la situation difficile de l'hôpital où il n'avait pas les moyens d'avoir des médicaments, des pansements et même de la nourriture pour les patients : il allait faire le tour des paysans pour avoir pommes de terre et légumes !



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

L'hôpital avant les travaux (Ph. Sven Wütrich)

Notre action pour les enfants abandonnés étant terminée, nous décidons de nous concentrer sur le soutien de l'hôpital. D'abord, avec l'aide de la commune de Plan-les-Ouates et grâce aux compétences de notre vice-président, nous finançons la rénovation du bâtiment des lits qui est inauguré en 2005.

Puis nous aidons au remplacement du chauffage du bâtiment central.

Ensuite, l'agrandissement du bâtiment de la pédiatrie est au programme, inauguré en 2008. Le financement de cette étape vient pour la première fois aussi du côté roumain : le département de Mureș contribue à environ la moitié du budget.

Nous avons des surprises, car certains bâtiments de l'hôpital sont réclamés par d'anciens propriétaires, comme la cuisine.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Inauguration du bâtiment des lits

Finalelement, en 2012, c'est le bâtiment de la réception et des cuisines qui est inauguré avec, toujours, la présence des autorités de Sângeorgiu et de Plan-les-Ouates.

Pour superviser tous ces travaux, notre vice-président a fait plusieurs voyages par année, transportant, en même temps, du matériel dans un minibus mis à notre disposition par une entreprise de construction de Plan-les-Ouates.

Nos bonnes relations avec l'hôpital permettent, en 2011, à deux étudiants en médecine de Genève de faire un stage de plusieurs semaines à l'hôpital de Sângeorgiu.

Quant à l'équipement de l'hôpital, en 2017, toujours avec l'aide de la commune de Plan-les-Ouates, nous avons payé l'acquisition de 2 appareils ultrason.

La direction de l'hôpital s'est professionnalisée, le directeur n'étant plus un médecin mais un professionnel en gestion financière et administrative. Avec l'apparition d'une assurance maladie généralisée, l'hôpital peut actuellement payer les médicaments, le personnel, la nourriture et même engager des travaux d'entretien des bâtiments. La direction sollicite des fonds européens pour de nouveaux grands travaux.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Colonie de vacances à la mer Noire



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Inauguration de la pédiatrie avec les autorités de Mureș

Une chance pour un futur meilleur

Ce programme concerne la question de l'avenir de certains enfants qui décrochaient à l'école et a été présenté de manière détaillée dans *Le Réseau* N° 58 (avril 2017). Le lecteur est invité à se référer à cette publication.

Autres actions

En dehors de ces projets phares, notre association a mené d'autres actions en faveur de la population de Sângeorgiu, et en particulier, ses enfants et jeunes.

Les colonies de vacances

Au début des années 90, des jeunes de Sângeorgiu ont été accueillis dans des familles de Plan-les-Ouates, puis nous nous sommes dit qu'il serait important qu'ils découvrent leur pays. Avec des accompagnants roumains et suisses, ils sont partis au bord de la mer Noire.

Par la suite, la colonie de vacances s'est déplacée à Sovata, une station balnéaire de montagne à quelques km de Sângeorgiu. La colonie de vacances est actuellement organisée par notre homme de confiance avec des enseignants.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Colonie de vacances à Sovata



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

L'équipe de football de Sângeorgiu à Plan-les-Ouates

Les enfants sont choisis par les enseignants dans des familles modestes et pauvres.

Échanges de jeunes

A deux reprises, de jeunes footballeurs roumains sont venus pour participer au tournoi de l'Ascension organisé par le FC de Plan-les-Ouates.

Dans l'autre direction, deux classes de maturité du collège Staël et du collège de Saussure ont passé une semaine dans la commune de Sângeorgiu. Les élèves se sont associés aux activités du lycée, ont aidé au jardin d'enfant.

Enfin, une jeune habitante de Plan-les-Ouates a fait son travail de maturité sur la commune de Sângeorgiu après un séjour sur place.

Soutien aux écoles

Nous avons amené ou fait fabriquer localement du matériel, aussi bien pour les jardins d'enfant que pour les classes d'école: tables, pupitres, chaises, nous avons amené des ordinateurs.

Les sanitaires de l'internat qui étaient délabrés ont été rénovés.



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Une chance pour un avenir meilleur : réunion entre l'équipe de Caritas et une délégation de Plan-les-Ouates



Assoc. Sângeorgiu de Pădure

Panneau de présentation de Sângeorgiu de Pădure / Erdőszentgyörgy

Certains enfants défavorisés ne peuvent rentrer à la maison à midi et doivent manger au lycée. Nous subventionnons les repas.

Soutien à la population la plus pauvre

Nous organisons une distribution de denrées de première nécessité à Noël.

L'avenir

Quid de l'avenir ? Sur le court terme, il nous faut suivre le projet "Une chance pour un avenir meilleur" jusqu'à la fin de notre engagement au printemps 2021, et encourager nos partenaires roumains dans cette aventure à trouver des moyens pour que cette activité puisse perdurer sans notre aide financière.

Ce projet et nos autres actions sont fortement appréciés par les bénéficiaires à Sângeorgiu, aussi bien de la Mairie que des institutions. Et les effets bénéfiques pour la jeunesse de Sângeorgiu de Pădure sont indéniables.

Toutefois, les liens entre une commune suisse et cette ville de Transylvanie sont, par la nature des choses, bien moins forts qu'avec les villes hongroises avec lesquelles Sângeorgiu s'est liée ces dernières années. Côté suisse, la commune de Plan-les-Ouates souhaite continuer les échanges avec sa "sœur" roumaine, comme établies dans le "Pacte de fraternité".

Encore faut-il trouver les forces vives que le comité vieillissant de notre association a de la peine à trouver. En plus, la nature des actions menées est certainement appelée à changer.

Tout un programme, sans réponse claire et nette.

Nous sommes reconnaissants à tous, citoyennes et citoyens de Sângeorgiu et de Plan-les-Ouates, ainsi qu'aux autorités de nos deux communes, sans qui rien n'aurait pu être accompli.

Nous avons également développé de belles amitiés au cours de toutes ces années.

Claudine JEANNET
Gerrit BOSSEN

Association « Espoiroumanie »

30 ans, l'occasion de se souvenir

Le vécu de cette association, parti d'un parrainage « classique » entre une commune occidentale et un village roumain, s'ouvre assez rapidement à différentes villes proches du *județ*, ainsi qu'à plusieurs institutions sociales et médicales concernées. Le ton de la présentation est assez proche des réactions de terrain, riches en émotions, liées à la découverte progressive du pays. La multiplicité des domaines abordés, la richesse des engagements et des contacts pris, répondent encore toujours à des situations d'urgence, à côté d'un développement à plus long terme. Un témoignage apporte un regard plus extérieur et insiste sur l'école de vie qui peut en ressortir pour chacun des partenaires.

La Rédaction

Premiers contacts et ambiance

En décembre 1989, j'étais à Paris et j'ai acheté la méthode *Assimil* pour apprendre le roumain.

Janvier 1990 : *Opération Villages Roumains* était déjà en plein essor. Morges était la première commune suisse à avoir adopté un village roumain, Ciolpani. Le président de Morges-Ciolpani était le Dr. Ion Vianu, dissident bien connu qui parlait souvent à la *Radio Europa Liberă*.

Mon amie Hélène Knobel (comité de Morges) m'annonce qu'elle allait se rendre à Ciolpani avec l'épouse du Dr. Vianu, Dr. Ioana Vianu. Sur le coup, je me suis décidée : je viens aussi !

Nous nous sommes envolées toutes les trois pour Bucarest, le 23 janvier 1990. J'ai laissé ma Boutique, informé la commune de Yens, « liée » à Giurgioana, village de la commune de Podu Turcului, *județ* de Bacău, et j'ai fait ma valise.

Notre mission à Hélène et moi-même : visiter Ciolpani, *județ* de Ilfov, localité adoptée par Morges, et Giurgioana, par Yens.

Nous avons dormi à Bucarest. Le jour d'après, Hélène et moi avons pris le train pour chercher à rejoindre Giurgioana.

Nous avons pris le premier train qui avait le chauffage et il régnait un air de fête dans le train. Tout le monde parlait et riait. Une femme qui était dans notre wagon était venue visiter son frère, blessé pendant la Révolution et hospitalisé pour des blessures légères. A l'occasion de sa visite à l'hôpital, elle avait reçu un précieux cadeau : un bocal de *Nescafé*.

Sa propriétaire avait préparé un café avec de l'eau froide et offert à tous, dans la même tasse, une gorgée du précieux liquide. En tant que nouveaux amis étrangers, nous avons eu droit à la première gorgée.

Nous avons une carte de géographie pour aller à Giurgioana et les voyageurs nous ont conseillé d'aller à Bacău, la capitale du *județ*, et d'aller à la préfecture demander de l'aide. Ce que nous avons fait.

Sur les marches du bâtiment, nous avons eu un sacré coup de chance. Nous avons rencontré une personne, Val Mănescu, journaliste, intelligent et prêt à nous aider. De plus, il parlait français. Le chef provisoire du gouvernement local à ce moment, M. George Popa, était un acteur de théâtre et grand ami de Mănescu. Les autorités ne connaissaient pas ce village. Heureusement que nous avons la carte ! Nous avons demandé une voiture, avec le plein d'essence, et Val Mănescu pour nous accompagner.

Dans nos valises, nous avons : aspirines, pansements, savonnettes, stylos, chocolat, biscuits, une lampe de poche et une boussole (si jamais les communistes reprenaient le pouvoir, nous pourrions toujours nous orienter pour fuir !), et j'avais pris une trentaine de mouchoirs en tissu (qui avaient appartenu à mon mari décédé).

Nous sommes arrivés à Giurgioana, un petit village abandonné et ignoré de tous. Il n'y avait aucun commerce ou école et l'église était fermée. Très peu de jeunes et enfants, et une population vieillissante. La vie et les activités avaient lieu à la petite ville de Podu Turcului, à 25 km. Il fallait plutôt aider Podu Turcului, surtout l'hôpital qui desservait une dizaine de villages.

Nous avons tout de suite demandé de faire une réunion avec les aînés du village, ce qui a été très difficile à organiser. Val a essayé de former un « comité ». Mais plusieurs noms ont été refusés, pour des motifs tels que : *son fils était Securitate, il était Securitate, il a dénoncé ma tante, il m'a volé ma vache*, etc.

Finalement, on a pu commencer à expliquer qui nous étions et ce que nous voulions savoir. Nous étions réunis, une quinzaine d'hommes, Val, Hélène et moi, dans une maison dite *bătrânească* (ancienne), très basse (1,70 m) ; tous les hommes fumaient. Selon les indications du Dr. Vianu, nous devons toujours avoir des cigarettes *Kent* dans les poches, et Hélène et moi, quoique non fumeuses, l'une et l'autre, avons commen-

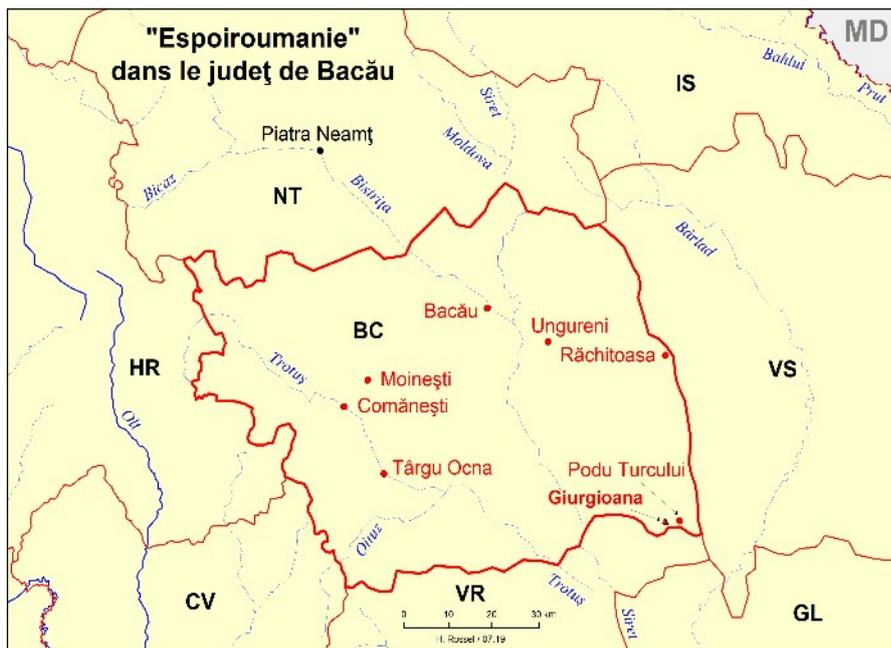
cé à fumer. C'était une manière de « communier » avec tous. C'était le moment des dénonciations, des demandes, des représailles, des revendications et des espérances. Le monde allait changer et tout irait pour le meilleur. En partant, nous avons distribué : aspirines, pansements, savonnets, stylos, chocolat, biscuits et les mouchoirs de mon mari.

Nous avons promis de revenir et, selon nos observations, le village avait besoin d'un véhicule pour aller à la ville plus proche, Podu Porcului, où il y avait école, lycée, hôpital, magasins, etc. A notre voyage suivant, nous avons pris contact avec les autorités de Podu Porcului, ainsi qu'avec la Dr. Teodora Naglici, directrice de l'hôpital. Espoiroumanie a apporté à l'hôpital du mobilier, un cabinet dentaire, un appareil de radiographie, des matelas, des médicaments, etc. Nous avons invité leur médecin chirurgien à faire un stage (de trois semaines, je crois) à l'hôpital de Morges. Quelques mois plus tard, nous avons récolté de l'argent, aussi avec l'aide d'Alain Prost, et acheté un minibus, que nous avons bien rempli, entre autres avec une chaise de dentiste et du matériel pour l'hôpital. Le minibus était parti le 11 septembre 1990. Il a été conduit par une équipe de Yens : Gabriel, Richard, Jean-François et Jacques. Ils sont bien arrivés à Giurgioana et ont été très bien reçus par la population. C'était des moments inoubliables pour les Roumains et les Suisses, unis dans cette nouvelle amitié.

De retour à Bacău, dans le bâtiment du gouvernement, une personne m'a pris le bras et nous sommes rentrées dans le siège du gouvernement pratiquement au galop. Hélène et moi, nous nous sommes dit : le communisme est revenu...



Bus multi-usages acheminé à Giurgioana par la Municipalité de Yens en 1990



Les différentes localités du județ de Bacău (et une dans celui de Neamț) où se sont progressivement développées les activités de « Espoiroumanie »

Nous avons traversé de grands couloirs avec très peu de lumière (à l'époque les ampoules de plus de 40 W n'étaient pas autorisées) et nous sommes arrivées au bureau du chef. Rapport, rapport !!

On nous demandait un rapport. Val Mănescu a commencé à expliquer ce que nous avons fait, mais le mot rapport revenait avec insistance. En plus du chef de gouvernement, qui portait une cape noire très théâtrale, il y avait aussi un militaire, couvert de médailles.

La situation était impressionnante et je me suis rappelée que j'avais des cigarettes *Kent* dans mon sac ! J'ai posé le paquet sur le bureau et tout a changé. Nous avons pu commencer à discuter avec eux. Le militaire nous a avoué qu'il n'avait jamais parlé à un étranger. Il était ému et enchanté. M. Popa nous a dit que son enfant était malade de diabète et qu'en Roumanie il ne trouvait pas les médicaments. Il a fait chercher chez lui l'ordonnance et, pendant des années, nous lui avons apporté le nécessaire. J'ai su plus tard que le militaire avait ouvert un magasin d'articles électroniques à Bacău.

De retour à Bucarest, nous avons trouvé une auto qui nous a amenées à Ciolpani. Nous avons fait connaissance avec Elena Peca. A ce moment, elle était maire provisoire, et plus tard, elle nous a beaucoup aidées avec les documents requis pour venir faire des stages en Suisse. Pendant la Révolution, cette femme remarquable et M. Petrache Constantin (qui était forgeron-charron) étaient les responsables du ravitaillement des révolutionnaires qui étaient à l'aéroport. Elena Peca a été notre grande amie. Malheureusement, elle est décédée il y a quelques années.



Assoc. Espoiroumanie

Casa de Copii de Târgu Ocna – Vue d'un dortoir de l'orphelinat en 1998

Nous avons visité la fabrique de tapis de Ciolpani. Les tapis étaient fabriqués par des femmes et les tapis avaient une étiquette : « Fabriqué en Egypte »...

Notre temps de visite étant fini, nous nous sommes retournées à l'aéroport. Nous étions accompagnées par Ioana Vianu... et les problèmes ont commencé. Ion Vianu était connu comme dissident et sa femme était à l'aéroport de Bucarest ! Nos bagages ont été examinés avec excès de zèle. Ioana Vianu avait récupéré deux plats ayant appartenu à sa famille et, comme elle n'avait plus de place dans son bagage, je les avais mis dans le mien. Le contrôleur de l'aéroport nous a accusées de vouloir sortir du pays des objets faisant partie du patrimoine national. Les plats sont restés à Bucarest. Finalement, nous avons pris nos bagages et nous sommes allées sur la piste, vers notre avion. Comme tous les passagers, nous avons placé nous-mêmes nos bagages dans la soute... Fin de notre premier voyage en Roumanie.

Quelques semaines après, avec une poignée d'amis, nous avons créé l'association « Espoiroumanie » (ER), avec siège à Yens, chez Argelia.

Lors du voyage suivant, j'ai connu une équipe de Médecins sans Frontières. Nous avons échangé des informations. Ils nous ont parlé d'une Casa de Copii (orphelinat) dit « Mammoth », avec 650 garçons de 3 à 19 ans, à Târgu Ocna (BC). Moi, j'ai parlé d'un asile psy avec 450 patientes à Gâșteni (BC). Notre premier envoi de marchandises est parti dans deux wagons (transport gratuit) qui sont arrivés à Bacău. J'ai trouvé un camion sur place pour aller à Târgu Ocna et j'en cherchais encore un autre, quand j'ai reçu un appel, dans le bureau de M. Popa, pour m'informer qu'un camion viendrait chercher le reste du transport. Très heureuse, je suis partie avec le premier camion et... je n'ai jamais vu le deuxième !

Pas grave, la Roumanie était en période post-révolution. Il fallait s'attendre à des émotions...



Assoc. Espoiroumanie

Casa de Copii de Târgu Ocna – Les anniversaires sont célébrés une fois par mois

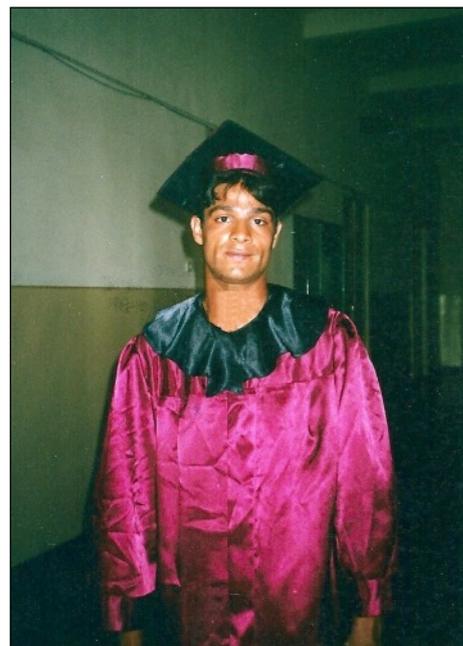
Domaines d'activités

- Dans un premier temps, notre aide s'est focalisée sur :
- des Casa de Copii : Târgu Ocna, 650 garçons ; Comănești, 300 garçons et filles ; Piatra Neamț, 450 filles ; Ungureni, 200 enfants handicapés et sidéens.
 - l'EMS de Răchitoasa : 150 résidents
 - l'hôpital de Podu Turcului
 - l'hôpital pédiatrique « Marie Curie » à Bucarest.

Casa de Copii de Târgu Ocna

Nous nous sommes liés très vite avec les enfants. Les camions ont apporté des habits, chaussures, matelas, articles d'hygiène, matériel scolaire, jouets, nourriture, friandises, etc. On fête les anniversaires et on pleure les enterrements (2 décès). Nous avons contrôlé si les vaccins ont été faits, amené des enfants à l'hôpital « Marie Curie » et avons soigné, par acupuncture, les incontinents.

Il y avait urgence d'aider les jeunes sortant de la Casa de Copii de Târgu Ocna. Nous avons alors acheté une maison – Casa Transitoria –, Université de Bacău – Romeu, ancien de l'orphelinat, reçoit le diplôme de professeur de sports en 2006



Assoc. Espoiroumanie

Université de Bacău – Romeu, ancien de l'orphelinat, reçoit le diplôme de professeur de sports en 2006



Assoc. Espoiroumanie

Sorina était atteinte d'arthrogryposes multiples congénitales et marchait sur les genoux.

de 15 jeunes, et leur offrir des cours de menuiserie et de mécanique. Plus tard, nous avons contacté le pénitencier des mineurs de Târgu Ocna et nous avons hébergé plusieurs jeunes de cette institution. Aujourd'hui, cette maison reçoit des jeunes issus des orphelinats, qui n'ont pas encore trouvé une place dans la société et dans le monde du travail

Avec l'aide de notre association, 20 jeunes ont réussi des diplômes universitaires ; 10 jeunes, des cours divers ; 250, des apprentissages manuels (une partie avec les cours de la Casa Transitoria) et plusieurs, une formation religieuse : un prêtre catholique, un orthodoxe et un moine bouddhiste ordonné par le Dalai Lama.

Nous avons gardé contact avec quelques jeunes. Argelia est allée à des mariages, des remises de diplômes, des baptêmes et enterrements. Des jeunes sont venus en Suisse pour des stages et, plus tard, pour des places de travail. Depuis des années, huit de ces garçons viennent vendanger à Yens.



Assoc. Espoiroumanie

EMS de Răchitoasa – Etat des étables pour vaches de l'ancien régime, avant les transformations de 2005



Assoc. Espoiroumanie

Après 18 interventions chirurgicales, elle marche maintenant sans prothèses et va commencer le lycée

total de 30 enfants et jeunes ont profité de ce projet. Un des jeunes, ayant besoin d'une greffe de reins, a été opéré à Richmond USA, le jour de ses 19 ans, et la maman était donatrice.

De retour en Roumanie, nous suivons ces enfants de près : contrôles médicaux, médicaments et, pour le greffé, les anti-rejets.

EMS de Răchitoasa

Participation avec le « know how » dans la construction des nouveaux bâtiments et recherche de fonds pour la construction du 3^e bloc ; don de mobilier, matériel de cuisine et de bricolage, articles d'hygiène, literie, habits, ateliers de peinture, etc. Nous

Hôpital « Marie Curie » à Bucarest

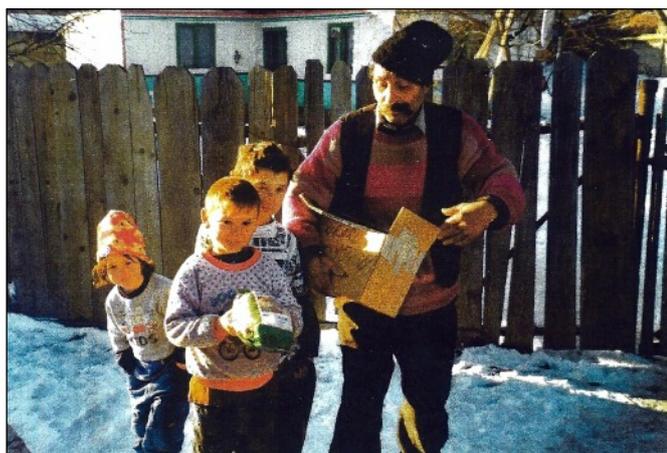
Bon contact avec les médecins. Plusieurs enfants de la Casa de Copii de Târgu Ocna ont été soignés ou opérés. Avec la participation des médecins, nous avons initié un projet pour amener en Suisse des enfants et des jeunes pour des interventions chirurgicales.

Deux professeurs sont venus en Suisse consulter les enfants. Un total



Assoc. Espoiroumanie

EMS de Răchitoasa – Inauguration des trois blocs en décembre 2006 (Photo de 2019)



Assoc. Espoiroumanie

Roms – Distribution de denrées alimentaires dans une communauté rom

avons offert un bus, acheté en Allemagne pour ne pas payer des frais de douane.

Ecoles

Ordinateurs, pupitres, bancs, tableaux noirs, bureaux, chaises, dictionnaires, matériel scolaire ont été acheminés. Actuellement, nous poursuivons le projet « Intégration », pour aider les enfants et les jeunes qui n'ont pas l'argent pour acheter le matériel scolaire.

Associations de personnes en situation de handicap, adultes et enfants

Don de deux véhicules, un pour le Centre Daniel (150 enfants) et l'autre, adapté, pour l'AHFB, Association des handicapés physiques de Bacău (400 adultes). Achat d'un appartement pour l'AHFB pour des ateliers et des bureaux. Dans les camions : lits, matelas, moyens auxiliaires, mobilier, literie, habits.

Familles

Nous prenons en charge les enfants et les jeunes qui peuvent être soignés en Roumanie, mais dont les familles sont trop pauvres pour payer les frais : déplacements, dépenses à l'hôpital, repas, médicaments, divers.

Rom

Nous sommes très près de cette minorité ; nous sommes considérés comme des amis. Notre présidente a baptisé plusieurs enfants rom. Nous apportons : mobilier, literie, jouets, habits chauds.

Ludothèques

Nous avons inauguré la première à Târgu Ocna, en 1992. Actuellement, nous avons 10 ludothèques dans le județ de Bacău et nous avons aussi des ludothèques près des communautés rom. L'objectif est l'intégration des enfants rom.

Pompiers

Une ambulance de Neuchâtel a été offerte à Târgu Ocna.

Nombreux échanges entre la Suisse et la Roumanie

Sont venus en Suisse pour des visites ou des échanges d'expérience :



Assoc. Espoiroumanie

Roms – Le projet d'intégration des enfants rom par la ludothèque et par l'école

- *Pénitentiaires* : deux directeurs d'établissements pour adultes (Bacău) et pour mineurs (Târgu Ocna) ;
- *Hôpital « Marie Curie »* : un chirurgien et un anesthésiste ;
- *Hôpital de Moinești* : le directeur ;
- *EMS de Răchitoasa* : deux directeurs ;
- *Handicapés* : les deux présidentes des associations des handicapés de Bacău, enfants et adultes. Une équipe de 7 personnes travaillant avec des enfants en situation de handicap est venue pour une semaine pour des visites et des cours (Projet financé par la Confédération en 2014) ;
- *Protection de l'enfant* : le président, un conseiller et deux directeurs de la *Casa de Copii* de Târgu Ocna. Visites en Suisse et en France ;
- *Politique* : le président du parti écologiste de Bacău ;
- *Art* : 3 expositions de peinture ;
- *Musique* : ensemble de musique populaire.

Des médecins suisses sont allés en Roumanie pour des consultations, conférences et visites :

- Prof. Claude le Coultre, HUG, chirurgie ;
- Prof. Andrei Kaelin, HUG, chirurgie orthopédique ;
- Prof. Franco negro, HUG, hépatite ;
- Prof. Alexander So, CHUV, orthopédie.

Sont également allés en Roumanie (Projet financé par la Confédération en 2014) :

- M. Fabrice Rocha da Silva, logopédiste de l'Institution de Lavigny ;
- Me Bonhomme, directrice de deux EMS, à Bière et à Morges.

« Espoiroumanie » a la chance d'avoir, en Suisse et en Roumanie, des bénévoles très dévoués, très efficaces et – surtout – honnêtes.

En 29 ans, nous avons acheminé 107 camions de 100 m³/18 tonnes. Le premier en 1990 et le dernier en novembre 2018.

Argelia LEDERMANN
Présidente

Relations et partage

Trente ans, l'occasion de se souvenir. Mon premier contact avec la Roumanie est professionnel. En décembre 1989, jeune journaliste, je rencontre le Docteur Ion Vianu, qui vit à Morges. Je témoigne, dans les semaines qui suivent, de l'incroyable élan de solidarité entre les villes et les villages d'ici et leurs équivalents roumains. Je fais alors le plein d'histoires abracadabrantes, telles que celles racontées par Argelia, à laquelle je donne la parole pour la première fois alors.

En mars 1991, je m'envole avec elle sur un vieux coucou de la Tarom. Pas tout à fait l'Aéropostale de Saint-Exupéry, mais presque... D'emblée, c'est le choc avec un pays qui vit comme il y a cinquante ans en arrière, en conséquence des pénuries résultant des politiques insensées du régime Ceaușescu. Je me retrouve notamment dans cet orphelinat mammoth de Târgu Ocna. L'arrivée d'un camion d'aide est perçue comme un jour de fête. Je crois cependant que les enfants ont autant besoin d'affection que de la nourriture que nous acheminons, appelée à compléter une alimentation pauvre et peu variée. Parmi les premiers mots de roumain que nous apprenons : *pup* (bisou). Il faut s'immerger dans la langue pour communiquer avec eux. Bon, ça ressemble au latin, que j'ai étudié au collège. Ça aide !

Nous introduisons des rituels, des traditions inédites. Noël et Pâques sont célébrés chaque année, comme les anniversaires. Le tout, documenté par de nombreuses photos remises aux participants, en souvenir. Nous instaurons un réseau de correspondance avec des familles suisses. Des liens se nouent, durables pour certains.

Un moment, en particulier, me revient en mémoire. L'éclipse solaire d'août 1999. Nous ne sommes pas à la Fête des

Vignerons, mais dans le préau à Târgu Ocna, rempli de gamins, fascinés par le phénomène qui se déroule sous leurs yeux. Un vrai cours de sciences, *extra muros* ! Il faut faire attention à ce qu'ils gardent leurs lunettes de protection. Les jours précédents, on a dû piller plusieurs magasins pour en avoir assez. Après, on part avec les plus petits, manger des glaces. Ils se gavent avec bonheur. Le marchand gagne aussi sa journée !

Au fond, le mot qui caractérise le mieux ce que nous avons vécu en Roumanie, c'est partage. Nous partageons joie et tristesse. Au printemps 1991, la veille de Pâques, j'assiste à mon premier enterrement orthodoxe. Un gosse de l'orphelinat, décédé accidentellement. Le cercueil ouvert, conformément à la tradition, déborde d'œillets, offerts par tous les enfants. Partage aussi et amitié avec les adultes, autour de repas festifs. On déguste la fameuse *țuică* (consommer avec modération !!!). L'hospitalité roumaine n'est pas un mythe. A la grâce des relations qui s'approfondissent avec l'un ou l'autre, nous apprenons un peu plus sur ce qu'était la vie ou plutôt la survie au quotidien dans l'une des pires dictatures de l'autre côté du Rideau de Fer. Des récits ou des blagues, fleurant bon l'humour noir et l'absurde.

Au moment du bilan, je réalise que l'expérience accumulée, dans le cadre des activités d'Espoiroumanie, a été bel et bien une école de vie. Si je m'en suis quelque peu éloignée au fil du temps, je n'ai jamais regretté de l'avoir fréquentée. Elle m'a fait grandir et mûrir...

Martine ROCHAT
Journaliste et membre du comité



<http://regard.ro>

REGARD est une revue francophone de Roumanie qui paraît trimestriellement à Bucarest depuis plus de 10 ans. Nous y faisons occasionnellement appel pour présenter des articles sur la société roumaine.

Depuis le début de cette année, la revue a changé de format et s'oriente surtout vers de grands reportages photographiques. Les commentaires et les entretiens sont désormais présentés à la fois en français et en roumain.

Le dernier numéro (87, juin-octobre 2019) met en évidence deux régions au-delà des frontières : le littoral bulgare de la mer Noire, de Gurankulak à Balčic/Balcic, la ville de la reine Marie, et les méandres du Dniester, entre la République de Moldavie et la région séparatiste de Transnistrie.

Il existe aussi une version numérique disponible sur le site de la fondation : regard.ro

Présentation de SE Monsieur Arthur Mattli Ambassadeur de Suisse à Bucarest

Monsieur Arthur Mattli est né en 1963 à Lucerne et est citoyen de Wassen/UR. Il a étudié aux Universités de Fribourg et d'Exeter et a obtenu une maîtrise en Droit à l'Université de Fribourg (lic. iur.).

Après plusieurs missions pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Jérusalem, Damas, Ryad et Dubrovnik, un poste d'assistant à l'Université de Fribourg et une bourse de recherche à l'Université Columbia de New York, il joint le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en 1994.

Après une première affectation à la Direction politique du DFAE à Berne et à la Mission suisse auprès de l'Union européenne à Bruxelles, il a suivi une formation linguistique à Pékin et à Taipei. En décembre 1996, il a été muté à l'ambassade de Suisse à Pékin, où il a dirigé la section Economie et Commerce. De retour à Berne, il devient chef de la Section des droits de l'homme et du droit international humanitaire de la Direction du droit international public du DFAE. En 2004, il devient chef de mission adjoint à Nairobi au Kenya et en 2008 chef de mission adjoint à New Delhi en Inde. En août 2011, M. Mattli a été promu en *job-sharing* avec son épouse ambassadeur et chef de la Division Europe, Asie centrale, Conseil de l'Europe et OSCE de la Direction politique du DFAE. De août 2015 à mars 2019, il était ambassadeur auprès de la République de Zambie et Représentant de la Suisse auprès de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), avec résidence à Dar es-Salaam en Tanzanie.

En Avril 2019 il a présenté ses lettres de créance en tant qu'Ambassadeur de Suisse en Roumanie au Président Roumain, M. Klaus Iohannis.



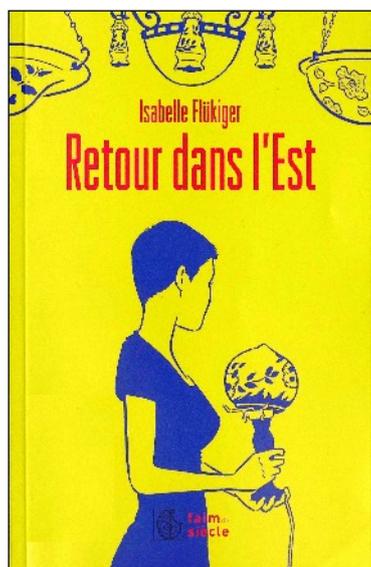
Ambassade de Suisse à Bucarest

Coin bibliothèque : Retour dans l'Est

FLÜKIGER Isabelle, *Retour dans l'Est*, Editions Faim de Siècle, Fribourg, 2017.

Ecrivain suisse romande, Isabelle Flükiger est née à Fribourg en 1979. Très tôt, elle est remarquée dans le milieu littéraire et distinguée par différents prix attribués à de jeunes auteurs, l'un en 1999 et l'autre en 2001. Ses études en sciences politiques, histoire contemporaine et littérature française à l'université de Fribourg la préparent à participer à de nombreuses activités culturelles comme le théâtre, le film-photo dans le cadre du festival du Belluard 2007... mais le don d'écriture finit par s'imposer. Elle séjourne une année à Berlin et habite Berne depuis 2011⁽¹⁾.

En 2018, elle est reçoit le prix « Bibliomedia » pour son dernier livre *Retour dans l'Est*. Ce retour dans l'Est est un retour en Roumanie, le pays de sa maman.



Quoi de plus aisé que de laisser l'auteure se présenter elle-même. Elle le fait si bien, dès la première page, d'autant plus qu'elle situe d'emblée le niveau et le ton de sa pensée.

« Si je m'appelle Isabelle, c'est d'après Isaac et Bella, qui sont mes arrière-grands-parents maternels. Mais je suis aussi Marianne parce que mon père est Suisse allemand. Je suis baptisée protestante mais ma mère est juive. On ne trouve pas ça très important, c'est pourquoi j'ai suivi l'enseignement catholique comme mes petits camarades de classe ». (p. 9)

De même, nous découvrons ses motivations et les conditions du voyage qui la mènent, accompagnée de sa maman, à Bucarest, ville où cette dernière est née et où elle a vécu sa jeunesse jusqu'au moment de la rencontre avec le père et son installation en Suisse.

« C'est un voyage mère-fille dans la terre d'origine de la mère, terre qu'elle a reniée, mais dont elle garde un accent plein de « r » roulés qui la complexent, et que je n'entends pas, et tous ses souvenirs d'enfance. Ma mère a passé maintenant bien plus d'années dans ce petit village de Suisse romande que dans sa Bucarest natale et elle déteste qu'on lui demande d'où elle vient. Elle aimerait dire qu'elle vient d'ici, à force, mais c'est irrémédiable : elle vient d'ailleurs, c'est comme ça. Et même si, comme beaucoup d'immigrés, elle est plus patriote que ceux du cru, elle reste marquée par la provenance, et les odeurs, et tout ce qu'elle a appris là-bas, année après année jusqu'à ce qu'elle s'en aille.

C'est sans doute pour ça que j'ai voulu ce voyage. Parce que cet accent qui roule les « r » et cette altérité font partie de moi, et me constituent. Ils sont la musique de mon enfance ; c'est eux qui m'ont guidée vers l'âge adulte et, pourtant, je ne les perçois pas. Je ne sais pas à quoi ressemble cet accent, j'ignore de quoi est faite cette altérité ». (pp. 11 et 12)

Prétextant les besoins de documentation pour un livre, Isabelle réussit à convaincre sa mère de l'accompagner à Bucarest. Elle a voulu ce voyage d'une semaine en espérant mieux connaître ses racines maternelles. « Tout ça, parce qu'à travers moi, sans cesse revient cet hier qui fut le présent des générations d'avant. Tout ça, parce qu'à travers moi, hier n'arrête pas de passer. » (p. 13)

Mais, les voyageuses doivent vite déchanter car la Bucarest d'aujourd'hui, n'est plus celle du souvenir de la mère. La ville est un immense chantier, c'est une ville qui se retape. C'est devenu une ville d'Europe, avec les mêmes enseignes et la même circulation pléthorique. Seuls les bâtiments en rénovation témoignent d'une histoire riche. Mais cette histoire-là, il faudra la chercher et la compléter par d'autres sources.

À la recherche de son passé, la mère se livre par bribes et morceaux. Elle a pu étudier le français à l'université, après avoir réussi un examen d'admission très sélectif. Le français, langue de liberté, une fenêtre ouverte sur le monde, est source d'inspiration pour les peuples opprimés. Les bâtiments de l'université n'ont pas changé. Il n'y a personne... normal, c'est période de vacances !

L'hôtel Intercontinental rappelle de vieux souvenirs, ceux d'un séjour en famille en 1985, pour visiter les grands-parents, avant leur émigration en Israël une année après, où ils ont passé les dernières années de leur vie tout en ne connaissant pas un mot d'hébreu. Avec quelques devises en poche, on se sentait riche dans ces années-là et se payer un thé dans un hôtel réservé à la classe aisée relevait du privilège.

De même, aller au concert à « l'Athénée » vous classait parmi ceux qui comptaient au niveau culturel, et permettait de se distinguer de la masse.

Mais la mère refuse de visiter le palais de Ceaușescu et Isabelle s'y rend seule. Elle en sort en colère au vu de tant de grandiloquence et de gaspillage. C'est alors qu'elle commence à entrevoir un début d'explication aux silences de sa maman.

Se taire a été longtemps une question de survie sous le régime dictatorial. Devant les enfants, on ne parlait jamais de politique. Les grands-parents, méfiants, gardaient pour eux commentaires, expression de colère ou de réprobation, car le risque de voir leurs enfants mis à la question à l'école était trop grand.

En poursuivant l'exploration de la ville, cartes en main, elles observent que les noms de rue ne correspondent pas ou plus aux souvenirs. Lorsque finalement, elles ne retrouvent ni le quartier, ni la maison d'enfance, il faut se rendre à l'évidence : tout a été rasé.

Courageusement et ensemble, elles continuent de parcourir Bucarest à pied, le meilleur moyen pour prendre le pouls d'une ville. Sa mère refuse de prendre les transports en commun car elle garde le

⁽¹⁾ https://fr.wikipedia.org/wiki/Isabelle_Flükiger

souvenir encore vif de gestes indécents dans les bus bondés de l'époque de sa jeunesse.

Quand les distances sont trop longues, elles se déplacent en taxi. Les chauffeurs sont intarissables dès qu'ils sont interrogés par la maman. Ils sont au courant de l'actualité, de l'administration actuelle et de la rénovation de la ville. Certains sont la mémoire du lieu : les expropriations, les désaffectations et les restitutions ; la recherche des propriétaires en dit long sur le passé et explique pourquoi les bâtiments sont souvent dans un état si lamentable que leur rénovation devient quasi impossible. En effet, à chaque changement de gouvernement et surtout dès l'instauration du régime communiste, des décrets successifs attribuent des maisons, des immeubles aux ouvriers, aux fonctionnaires de l'Etat ou aux amis de la *nomenclatura*. Les propriétaires d'origine sont difficiles à retrouver, à condition toutefois qu'ils (ou leurs descendants) soient encore en vie. Si c'est le cas, il faut encore prouver par des actes officiels que ce bien vous revient de droit, les documents n'étant pas faciles à produire, car les registres cadastraux ont disparu ou étaient inexistantes.

Dans ce livre tout en délicatesse, la relation mère-fille est primordiale et celle-ci ne peut s'affiner sans la reconstitution de l'histoire familiale, à partir du début du 20^e siècle ; et cette trame de récit ne peut se comprendre sans la resituer dans le cadre de l'histoire de l'Europe de l'Est, que la maman connaît très mal, voire pas du tout.

Après une semaine de séjour à Bucarest, dont un jour consacré à une excursion à Sinaia, l'auteur n'a pas trouvé toutes les réponses à son questionnement. Même sa maman est démunie face aux grandes questions. Elle en sait beaucoup sur l'histoire familiale mais ne peut que difficilement, et même parfois pas du tout, la situer dans le contexte historique du pays. Cette histoire-là avait été réécrite !

Isabelle Flückiger a bien saisi la manipulation des éléments historiques par les dirigeants de l'époque, le fait que bien des événements ont été tronqués et que les informations ne passaient pas auprès de la population. Lorsque, dans sa jeunesse, sa maman a travaillé comme guide au « Musée des paysans », elle ignorait totalement que ce lieu avait été voulu et mis œuvre par le roi Carol dans le but de faire connaître les différentes régions de son pays devenu si disparate, et de montrer que chacune, avec ses différences, avait la même valeur à ses yeux.

Pour tout ce qui concerne la période communiste, sa mère a subi la situation, comme beaucoup d'autres, sans comprendre par manque d'informations.

« Quand j'ai demandé à ma mère si elle avait déjà entendu parler de Corneliu Zelea Codreanu⁽²⁾, elle m'a dit non. Non, elle n'en avait jamais entendu parler. Cet homme qui avait été une ombre sur la jeunesse de ses parents, elle n'en connaissait ni le nom ni l'existence, et c'est moi qui les lui appris. » (p. 117)

Un autre exemple probant du contexte de désinformation constante sous la dictature : lorsque deux oncles de la maman ont décidé d'émigrer en Israël, ce qui en théorie était possible sous le régime de Ceaușescu, ils ont attendu plus d'une année pour obtenir les visas. Personne ne comprenait pourquoi. En fait, il s'agissait d'obtenir une contrepartie de la part d'Israël. Ce fut le cas lorsque le pouvoir a proposé d'échanger 20 % des Juifs de Roumanie contre de l'argent

frais et des équipements d'exploitation pétrolière, qui avaient été réquisitionnés auparavant par les Russes. Un tarif était fixé selon les diplômes, la formation, l'âge et le sexe ! Les mêmes échanges ont eu lieu pour obtenir d'autres avantages de la part de l'Allemagne pour laisser partir les Saxons de Transylvanie.

Ce livre donne enfin une clé pour la compréhension du silence, des silences que l'on rencontre souvent auprès des immigrés, d'où qu'ils viennent. Isabelle Flückiger parcourt l'histoire de l'Est et la partage avec sa mère au fur et à mesure de ses découvertes. Elle les confronte avec les souvenirs qu'elle en a gardé et, petit à petit, comprend mieux la mesure de tout ce qui n'a pas pu s'exprimer.

« Raconter, c'est réveiller les démons ; c'est peut-être pour ça qu'ils (les parents) se sont tus. Ils ont élevé leur enfant comme le font toutes les générations qui ont souffert : dans le silence. Pourtant, les plaies restent, et la colère, ou l'amertume. Alors ces générations qui en trop vu, elles ont transmis aux enfants la souffrance, mais pas le récit. Et les générations d'après, elles avancent dans leur vie, bravement mais lourdes, lourdes de ce poids qui est leur héritage et dont le pourquoi s'est perdu. Et comment se délester si on ne sait pas de quoi ? » (p.120)

Avec du recul, suite à ce séjour à Bucarest, l'auteure se met à la tâche en historienne avertie et recherche tout ce qui peut combler les lacunes de cette connaissance du passé du pays maternel.

Elle mêle habilement présent et passé. La documentation vaste, passée au crible de la critique historique, enrichit le récit essentiellement autobiographique et éclaire d'autant mieux les événements familiaux, surtout ceux qui concernent les grands-parents. Ce travail de plusieurs années, elle l'a accompli parce que, confrontée à la Roumanie d'aujourd'hui, la maman a réagi en tant que quelqu'un venant de Suisse et que, d'autre part, celle-ci n'était tout simplement pas informée quand elle était encore là-bas.

Avec une très grande habileté, l'auteur parvient à entrelacer les destinées familiales, surtout celles des Juifs roumains, et les grandes lignes de l'histoire contemporaine au long de quatre ou cinq générations : les affres et conséquences de deux guerres mondiales, les années plombées par le communisme et les dictatures successives, et leurs lots de privations et de vexations, les persécutions des minorités perdant leur appartenance territoriale, culturelle et linguistique au gré des coalitions politiques des grandes puissances.

Tout ce qu'elle ne peut retrouver dans les documents historiques concerne la vie quotidienne de ses aïeux. Sur la base des détails et anecdotes racontés par sa mère, et la littérature de l'époque, elle se plaît donc à imaginer leur mode de vie dans un contexte historique mieux cerné. C'est ce qu'on peut considérer comme la partie romanesque du récit.

Isabelle Flückiger est une conteuse passionnante, dans un style si particulier, qu'on ne pose pas le livre avant la dernière ligne de la dernière page.

Vera ROSSEL

Pour aller plus loin, écoutez sur RSR1 « L'invité du 12.30 » du 03.07.2018 : <https://www.rts.ch/play/radio/linvite-du-12h30/audio/isa-belle-fluekiger-auteure-de-retour-dans-lest?id=9675395>

⁽²⁾ Nom roumanisé de Kornelius Zieliński d'origine polonaise, fondateur de la « Garde de fer » et antisémite féroce.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Le premier semestre de cette année a surtout été marqué par la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne assurée par la Roumanie. La situation politique interne du pays, gangrenée par la corruption, et la modification du code de procédure pénale ont pu faire craindre le pire, tant au niveau européen qu'en Roumanie proprement-dite. Le président Klaus Iohannis a aussi profité des élections du Parlement européen pour organiser un référendum pour pouvoir lutter contre la corruption et refondre le système judiciaire roumain. La société civile s'est mobilisée en masse pour faire accepter ce référendum. On assiste dès lors à une situation assez paradoxale, où l'ancienne cheffe du parquet anti-corruption Laura Codruța Koveși, limogée en Roumanie pour des raisons politiques, apparaît de plus en plus comme la favorite pour la direction du Parquet européen, un poste nouvellement créé au sein de l'Union européenne. (Toutes les formes graphiques ont été gardées telles que dans les articles originaux, sans uniformisation.)

La Rédaction

Corruption et élections européennes

*** **

Le Président roumain: "presque déterminé" à organiser un référendum

Le président roumain, Klaus Iohannis, a déclaré qu'il était "presque déterminé" à organiser un référendum sur la justice le 26 mai, le jour des élections du Parlement européen dans le pays. Cependant, il a dit qu'il avait besoin d'un peu de temps pour une analyse approfondie. «Je suis presque décidé à organiser un référendum le 26 mai, lors de la tenue des élections au Parlement européen. Presque, s'il vous plaît, laissez-moi une marge qui est due à la nécessité d'une analyse approfondie», a déclaré le président, cité par News.ro.

Le président a fait cette déclaration en réponse à une question sur les garanties qu'un référendum sur la justice aurait bien lieu prochainement. (...)

"La garantie ne peut être que moi, car c'est le président qui appelle à un référendum", a-t-il déclaré. Il a également expliqué qu'il ne souhaitait pas organiser un référendum qui ne satisferait pas le quorum. «J'ai commencé à analyser, avec mon équipe de Cotroceni, ce que ce serait d'organiser un référendum le jour des élections au Parlement européen. Au début, il y avait relativement peu d'enthousiastes pour cette idée, moi-même et deux ou trois autres personnes, mais j'ai réussi à convaincre davantage de gens que nous devons prendre les choses très au sérieux. [...] Nous travaillons intensément sur ce sujet, nous analysons les options, les dates, les aspects juridiques, etc.», a expliqué le président.

Il a également déclaré qu'il souhaitait trouver des adhérents à l'idée du référendum non seulement dans les partis politiques mais également dans la société civile.

«Si j'appelle à un référendum, alors je veux avoir pour partenaires non seulement les partis, probablement ceux de l'opposition, mais aussi la société civile, les Roumains qui veulent envoyer un message clair», a-t-il déclaré.

Il a expliqué que le référendum peut exprimer l'attitude du peuple.

«Je veux que le peuple roumain dise clairement s'il tolère la corruption, cette corruption modifie les lois pour s'enfuir, ou si nous traçons la ligne et disons "assez".»

Le président Iohannis a lancé l'idée d'un référendum sur la justice début 2017, lorsque le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir a initié les premiers changements dans les codes pénaux du pays. Le référendum demanderait aux citoyens d'exprimer leur volonté de "poursuivre la lutte contre la corruption et de garantir l'intégrité des fonctions publiques". (Rafiq KERFATI, *Romania Insider*, Bucarest, 20 mars 2019)

Le président roumain appelle à un référendum sur la lutte contre la corruption

Le président roumain Klaus Iohannis a proposé deux thèmes principaux pour le référendum sur la réforme de la justice nationale qui se tiendra le 26 mai dans le pays.

Iohannis a proposé l'interdiction d'utiliser l'amnistie ou la grâce pour les condamnés pour corruption et l'interdiction d'utiliser des ordonnances d'urgence, ou OUG, dans la mise en œuvre de la réforme de la justice.

"Aujourd'hui, nous avons remis au Parlement une lettre sur les deux sujets d'intérêt national qui feront l'objet d'une consultation populaire lors du référendum organisé le 26 mai, parallèlement aux élections au Parlement européen", a-t-il déclaré en annonçant le référendum.

En janvier, le parti au pouvoir PSD a tenté de dépénaliser certaines infractions de corruption, notamment d'abus de pouvoir, définis comme des responsables ne faisant pas leur travail correctement et causant des dommages.

«La tolérance zéro en matière de corruption en interdisant l'amnistie et la grâce est le moyen le plus approprié de poursuivre la lutte contre la corruption», a déclaré Iohannis. «La justice est une question d'intérêt national et les citoyens ont le droit souverain de décider de laisser ou non la corruption devenir la politique de l'Etat.»

Les principaux chefs de partis du pays ont tous soutenu les thèmes proposés par le président.

La corruption est un problème grave en Roumanie, qui est considérée comme l'un des Etats les plus corrompus de l'Union européenne.

Le mois dernier, des milliers de Roumains ont manifesté à travers le pays contre la dépénalisation des actes de corruption. (*Euronews*, 7 avril 2019 [original en anglais; traduction: Hubert Rossel])

*** **

En Roumanie, la corruption au menu des élections européennes

Dans le pays, le scrutin du 26 mai est couplé à un référendum, organisé à l'initiative du président libéral, contre les réformes judiciaires portées par le pouvoir social-démocrate pour dépénaliser certains faits de corruption. La perspective de leur adoption suscite, depuis des mois, l'ire de Bruxelles.

Quels sont les grands enjeux de ce référendum sur la refonte du système judiciaire ?

« Je vais convoquer un référendum pour le 26 mai, parce que nous ne pouvons pas continuer comme ça », avait déclaré à la télévision, fin mars, le président de centre droit du Parti national libéral (PNL), Klaus Iohannis, engagé dans une tumultueuse cohabitation avec les sociaux-démocrates (PSD) au pouvoir. Pour justifier cette consultation, qui se tiendra le même jour que le scrutin européen, il invoquait alors « l'attaque contre le système judiciaire » menée par la majorité gouvernementale.

Deux questions seront ainsi soumises au vote populaire d'un pays gangrené, depuis des décennies, par d'opaques malversations financières au plus haut niveau de l'Etat. La première propose d'interdire toute « amnistie pour des faits de corruption », la seconde de prohiber le recours à des décrets d'urgence en matière de sanctions pénales. « Ces deux questions – la seconde en particulier – sont très difficiles et techniques. Alors que le climat politique ne cesse de se distendre entre le pouvoir et l'opposition, ce référendum sonnera comme une épreuve de force, au sein de laquelle chacun cherchera à mesurer ses assises en prévision du scrutin présidentiel prévu à l'automne prochain », expliquait début mai à *La Croix* Silvia Marton, maître de conférences à la faculté de Sciences politiques de l'université de Bucarest.

« L'organisation de cette consultation vise directement le chef du PSD, Liviu Dragnea, qui risque plus de trois ans de prison [pour abus de pouvoir dans une affaire d'emplois fictifs, NDLR], alors qu'il veut se présenter en 2019 », pointait également Traian Sandu, professeur agrégé d'histoire à l'université Paris 3.

Y a-t-il un risque de télescopage des enjeux avec les Européennes ?

Loin d'être un hasard de calendrier, le choix de la date risque de nuire considérablement aux Européennes, en les reléguant au second plan derrière un enjeu national hautement stratégique pour l'échiquier politique roumain.

« Si les partis au gouvernement, le PSD et l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE), boycottaient le référendum, on risquerait d'avoir la plus faible participation électorale à des Européennes en Roumanie depuis 2007. Les futurs eurodéputés auront donc un gros problème de légitimité. Cela risque de donner un coup de pouce au Parti populiste », analyse le politologue Radu Carp, sur son blog, hébergé par le site du quotidien de gauche *Adevărul*.

Au coude à coude dans les sondages, le PSD, sous la houlette de l'ancienne ministre du travail Rovana Plumb, et le PNL de Rares Bogdan, sont à ce stade crédités d'environ 26 % des voix, encore loin devant l'alliance USR-PLUS (Union Sauvez la Roumanie et Parti de la liberté, de l'unité et de la solidarité) du jeune et charismatique leader néolibéral Dacian Cioloș. Alliée au PSD, l'ALDE, représentée par Norica Nicolai, stagne autour des 10 à 12 %, à l'instar du parti Pro-Romania, nouveau parti dirigé par l'ancien premier ministre Victor Ponta.

Comment l'Union européenne perçoit-elle ce référendum ?

La situation est d'autant plus embarrassante que Bucarest assure, depuis janvier, la présidence tournante du Conseil de l'UE. Mais comme l'opposition roumaine, l'exécutif européen estime que les socialistes au pouvoir, en portant ce projet de refonte du système judiciaire, menacent l'indépendance des magistrats et mettent en péril la lutte anti-corruption. Une perspective qui inquiète au plus haut point Bruxelles, alors que le Parti socialiste européen (PSE) a même fini par se résoudre, début avril, à geler ses relations avec le PSD pour sanctionner ses « multiples atteintes » à l'Etat de droit.

« Les problèmes que nous avons identifiés et les recommandations formulées pour atténuer ces inquiétudes ne sont pas pris en compte », a déploré, dans un courrier adressé début mai aux autorités roumaines, le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans. Bruxelles « n'hésitera pas » à déclencher des procédures d'infraction au droit européen, risquant d'aboutir à des sanctions financières, prévenait-il dans cette missive.

Il brandissait alors encore la menace du déclenchement de l'« article 7 » contre la Roumanie, cette procédure exceptionnelle déjà activée contre la Pologne et la Hongrie qui pourrait, en théorie, déboucher sur une suspension des droits de vote d'un pays au sein de l'UE. (Malo TRESCA, *La Croix*, Paris, 24 mai 2019)

*** *** ***

Les consultations du 26 mai: une sévère leçon au populisme

(...) Dimanche [26 mai, ndr], la sanction est tombée. Les sociaux-démocrates sont arrivés en seconde position derrière le PNL avec 23,5 % des suffrages, en recul de 13 points par rapport au précédent scrutin européen de 2014.

Le même jour, le président, Klaus Iohannis, avait organisé un référendum pour ou contre l'amnistie des faits de corruption. Or, cette fois, non seulement le quorum – 30 % de votants – a été atteint, mais plus de 81 % des électeurs ont répondu oui à la question de savoir s'il fallait interdire à des responsables politiques condamnés pour corruption d'occuper une fonction publique.

« C'est la Roumanie européenne qui sort gagnante de ce référendum. Maintenant on vit dans un pays où les voleurs et ceux qui commettent des infractions sont derrière les barreaux et non à la tête de l'Etat », a déclaré M. Iohannis. Le président, qui brigue un second mandat à la fin de l'année, s'est également félicité que « plus de six millions de Roumains » aient voté au scrutin européen : « Ils ont voté pour l'avenir de leur pays [et] donné une sévère leçon au populisme, à la démagogie et aux discours antieuropéens. »

« L'agenda de M. Dragnea n'avait plus aucun lien avec celui de la Roumanie », affirme Dacian Cioloș, à la tête d'une nouvelle coalition europhile, USR-Plus, arrivée en troisième position avec 23,2 % des voix. « La Roumanie a besoin de se reconstruire, ce gouvernement doit absolument partir », ajoute-t-il, en appelant à des élections anticipées. (Mirel BRAN, *Le Monde*, Paris, 27 mai 2019)

*** *** ***

Dacian Cioloș élu président du groupe Renew Europe au PE

L'ancien Premier ministre roumain et commissaire européen, Dacian Cioloș, a été élu président du groupe "Renew Europe" au Parlement européen. Cioloș est actuellement à la tête du parti d'opposition PLUS en Roumanie, qui a formé avec l'USR l'Alliance 2020 USR PLUS.

Renew Europe est le troisième groupe politique du Parlement européen avec 108 députés. Le groupe est formé de partis centristes réunis autour du parti du président français Emmanuel Macron, En Marche et de l'ALDE Europe. Dacian Cioloș a été élu président du groupe avec 65 voix, selon Digi24.

« La présidence du groupe Renew Europe n'est qu'une étape dans la construction politique à laquelle je pense depuis deux ans. C'est une étape importante, mais ce n'est que le début de notre projet. Nous avons prouvé que nous méritons la confiance lors des élections du 26 mai et que nous faisons partie intégrante des forces politiques

concernées de l'Europe. Nous continuerons à faire venir le plus d'Europe possible en Roumanie par le biais de nos activités à Bruxelles et dans les bureaux des députés européens que nous ouvrirons dans tout le pays », a déclaré Ciolos sur Facebook.

Dacian Ciolos est le premier Européen de l'Est à diriger un groupe politique au Parlement européen et sera le plus haut dirigeant d'Europe de l'Est dans les institutions européennes après la fin du mandat de Donald Tusk, a déclaré l'Alliance 2020 USR PLUS dans un post Facebook. De plus, la présidence du groupe Renew Europe est la position la plus haute jamais occupée par un Roumain dans le système européen.

Dacian Ciolos est un économiste roumain qui a occupé le poste de Premier ministre roumain entre fin 2015 et janvier 2017. Auparavant, il était ministre de l'Agriculture au sein du gouvernement roumain d'octobre 2007 à décembre 2008 et commissaire européen à l'Agriculture de 2010 à 2014. (Rédaction, *lepetitjournal.com*, 20 juin 2019)

Justice et corruption : la saga Laura Codruța Kovesi

Roumanie: inculpation de Laura Kovesi, favorite pour diriger le parquet européen

La magistrate roumaine Laura Codruta Kovesi, l'une des favorites pour diriger le futur parquet européen, a été inculpée hier [28 mars, ndlr] à Bucarest pour faits de corruption, a indiqué à l'AFP une source judiciaire, confirmant des informations de presse. Le parquet n'a pas indiqué dans quel dossier elle avait été inculpée.

Elle a pour la première fois pointé aujourd'hui au commissariat de police dans le cadre de son contrôle judiciaire, dénonçant une «campagne» visant à bloquer son accession à la tête du parquet européen. «Il est évident que je suis visée par une campagne de harcèlement et d'intimidation», a déclaré Laura Codruta Kovesi, 45 ans, au sortir du commissariat de Bucarest où elle doit se présenter régulièrement.

«Nous allons voir si tout ce qui s'est passé ces derniers temps va affecter ou non» la candidature au poste de chef du parquet européen, a ajouté la magistrate, en compétition avec un magistrat français pour occuper cette fonction.

Cette magistrate considérée comme un symbole de la lutte anticorruption, mais en butte à l'hostilité du gouvernement roumain, s'est vue notifier ces poursuites lors d'une audition de six heures au parquet de Bucarest. A l'issue de celle-ci, elle a refusé de s'exprimer sur le dossier en vertu d'une interdiction formulée par les procureurs, qu'elle a vivement dénoncée. «C'est une mesure pour me faire taire, pour harceler ceux qui, au sein du système judiciaire, ont fait leur travail», a-t-elle déclaré à la presse. Elle a de nouveau accusé la majorité sociale-démocrate de tout faire pour torpiller sa candidature au poste de chef du parquet européen, alors que la procédure de désignation pour ce poste touche à sa fin.

Une source judiciaire a indiqué à l'AFP que les poursuites contre Laura Kovesi sont assorties d'une interdiction d'exercer les fonctions de magistrate. Selon plusieurs médias roumains, un contrôle judiciaire strict lui interdisant de quitter la Roumanie a également été mis en place.

Le parquet de Bucarest devrait communiquer aujourd'hui sur le cas de la magistrate qui peut faire appel de tout ou partie des mesures

prononcées car elles risquent de compliquer le maintien de sa candidature au parquet européen. La majorité de gauche reproche à cette magistrate de 45 ans d'avoir commis des «abus» dans ses enquêtes qui ont abouti à la condamnation de dizaines d'élus locaux et nationaux. (AFP, *Le Figaro*, Paris, 29 mars 2019)

*** **

Inculpation de la magistrate Laura Kovesi

Une candidature au parquet européen compromise

La majorité de gauche en Roumanie reproche à la magistrate de 45 ans d'avoir commis des «abus» dans ses enquêtes qui ont abouti à la condamnation de dizaines d'élus locaux et nationaux. Dans une déclaration jeudi, rapportée par le quotidien roumain *Adevarul*, Laura Kovesi a démenti tout abus. «J'ai vingt-quatre ans de carrière. Je n'ai jamais fait l'objet d'une enquête. Tout cela se passe parce que j'ai fait mon travail. Je ne suis pas la seule à subir ce harcèlement. D'autres procureurs ou juges font actuellement l'objet d'une enquête», a-t-elle affirmé.

Le parquet de Bucarest devrait communiquer vendredi sur le cas de la magistrate, qui peut faire appel de tout ou partie des mesures prononcées car elles risquent de fortement compliquer le maintien de sa candidature au parquet européen, au moment où le processus de désignation touche à son terme. «Ils ont tellement peur de Kovesi», a affirmé jeudi soir Augustin Zegrean, l'ancien président de la Cour constitutionnelle roumaine à Digi24, estimant aussi que la magistrate risquait d'être condamnée.

Un référendum sur les réformes controversées de la justice

Le travail du parquet roumain, qui a poursuivi et condamné des dizaines d'élus pour malversations ces dernières années, a été régulièrement salué par les institutions européennes. Bruxelles est en revanche très critique sur la réforme de la justice mise en œuvre à marche forcée par les sociaux-démocrates depuis deux ans, qui risque selon ses détracteurs d'affaiblir la lutte contre la corruption et de saper l'Etat de droit.

La refonte du système judiciaire est également combattue par le président roumain de centre droit, Klaus Iohannis. Celui-ci a annoncé jeudi [28 mars, ndlr] la convocation d'un référendum, le 26 mai prochain, pour consulter les Roumains sur l'ensemble des réformes de la justice, rapporte le site de *Radio Free Europe*. Ces réformes ont notamment permis la création de la nouvelle section du parquet qui enquête sur les délits commis par les magistrats dans l'exercice de leurs fonctions. Celle-là même qui est aujourd'hui chargée des enquêtes visant Laura Kovesi. (Noémie TAYLOR-ROSNER, *Courrier international*, Paris, 29 mars 2019)

*** **

Roumanie : levée du contrôle judiciaire pour Laura Kovesi

La Haute cour de justice roumaine a levé aujourd'hui [3 avril, ndlr] le contrôle judiciaire visant la magistrate Laura Codruta Kovesi, accusée de faits présumés de corruption alors qu'elle figure parmi les favoris pour diriger le futur parquet européen, a annoncé l'intéressée.

«Le contrôle judiciaire a été levé, je peux désormais quitter le pays» pour défendre ma candidature à Bruxelles, s'est félicitée l'ancienne patronne du Parquet national anticorruption au sortir de la Cour de Bucarest. Symbole de la lutte anticorruption pour une partie des Roumains, Laura Codruta Kovesi est en butte à l'hostilité du gouver-

nement social-démocrate pour ses enquêtes ayant abouti à la condamnation de dizaines d'élus locaux et nationaux.

La semaine dernière, elle avait été inculpée et placée sous contrôle judiciaire pour 60 jours par une juridiction disciplinaire récemment créée, qui lui avait notamment interdit de quitter la Roumanie à moins d'obtenir l'accord des procureurs. La magistrate avait fait appel de ces restrictions, les jugeant «illégales», et dénoncé une «campagne d'intimidation» visant à l'empêcher d'accéder à la tête du parquet européen, qui devrait être mis en place avant la fin 2020.

Laura Codruta Kovesi est accusée d'avoir demandé en 2011 à un homme d'affaires de cofinancer l'extradition depuis l'Indonésie d'un ressortissant roumain, une irrégularité qu'elle récuise. La magistrate roumaine a reçu mercredi le soutien appuyé du vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans. Il a salué une «juriste de très très haute qualité (et) son courage». «Il est important qu'elle puisse présenter sa candidature, (...) pour que les institutions européennes puissent prendre une décision en pleine connaissance des positions des candidats», a-t-il dit. Mme Kovesi, 45 ans, est en compétition pour ce nouveau poste avec un magistrat français, Jean-François Bohnert.

Le président du Parlement européen Antonio Tajani a souligné que Laura Codruta Kovesi bénéficiait de la «confiance» et du «soutien» des députés européens et appelé les autorités roumaines à ne pas «mettre d'obstacles» à sa participation à la procédure de sélection. Le ministre roumain de la Justice Tudorel Toader a qualifié d'«immixtion» les prises de position des responsables européens, assurant que «personne, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, ne peut demander qu'une enquête soit ouverte ou fermée». La Commission européenne a adressé mercredi une sévère avertissement à la Roumanie sur sa réforme controversée du système judiciaire, qui selon elle risque de saper la lutte contre la corruption. (AFP, Le Figaro, Paris, 3 avril 2019)

*** **

Kovesi parle de corruption dans un entretien avec Financial Times

Laura Codruta Kovesi, ex-procureur en chef de la Direction de la lutte contre la corruption en Roumanie et l'un des deux candidats au poste de procureur en chef européen, a évoqué les aspects de son travail de procureur de la DNA et répondu aux questions liées à la corruption dans un récent entretien publié par le Financial Times.

(...) Dans le débat sur la lutte anti-corruption en Roumanie, Kovesi voit l'année 2004 comme un tournant décisif, car des enquêtes ont commencé à être menées dans des affaires impliquant de hautes personnalités mais cela a véritablement changé à partir de 2017.

«Tout a changé grâce à l'efficacité du système judiciaire», a déclaré Kovesi au FT.

Le procureur roumain a également abordé les aspects culturels de la corruption. «Même si chaque année nous avons plus de condamnations, la corruption est toujours autour de nous. Je ne pense pas que ce soit un problème pour toute la société. C'est aussi un problème individuel de mentalité », a-t-elle expliqué. Elle a donné l'exemple d'un maire surpris de recevoir un pot-de-vin puis réélu et d'entendre dire que le patriotisme signifie ne pas voler des fonds nationaux mais des fonds de l'UE pour souligner le besoin d'éducation en matière de lutte contre la corruption.

Dans le même temps, Kovesi a déclaré que personne n'avait tenté de la corrompre durant son mandat, ce qu'elle a attribué aux nombreux mythes qui circulent à son sujet.

Kovesi a refusé de faire des commentaires sur le chef du PSD, Liviu Dragnea [qui, entre-temps, a été condamné et emprisonné pour détournement de fonds publics, ndlr], mais a expliqué que les mauvaises choses ne peuvent être faites par une seule personne. «Beau-coup ont été impliqués dans cette attaque contre le système judiciaire. Au cours de ma carrière, j'en ai eu quatre! Une coïncidence? Un seul homme ne peut pas faire toutes ces choses », a-t-elle déclaré. Faisant référence au candidat français au poste de procureur européen, elle explique qu'elle et son collègue ont des compétences différentes. Avoir le soutien de nombreux Roumains était important pour elle dans la course au poste qu'elle considérait comme important «non seulement pour moi, mais pour le pays, pour le système judiciaire et pour tous les Roumains qui soutiennent la lutte contre la corruption». (Grégory RATEAU, *lepetitjournal.com*, 23 mai 2019)

*** **

Futur Parquet européen. Paris soutiendrait désormais la candidature de la Roumaine Laura Kovesi

Dacian Ciolos, eurodéputé roumain et chef des troupes des Libéraux au Parlement européen, a affirmé ce mardi 16 juillet que la France soutenait désormais la candidature de la Roumaine Laura Kovesi pour devenir cheffe du futur Parquet européen, qui sera opérationnel d'ici fin 2020.

« Paris va notifier sa décision au Conseil européen dans un futur proche », a déclaré Dacian Ciolos lors d'une conférence de presse au Parlement européen à Strasbourg. Des propos relayés sur Twitter par la journaliste du journal britannique Financial Times, Merheen Kahn. (...) De plus, la nomination d'une personnalité roumaine enverrait un signal fort pour les anciens pays d'Europe de l'Est qui n'ont pas eu de postes clés dans les institutions européennes jusqu'à présent. (Rédaction, *Ouest-France*, Rennes, 16 juillet 2019)



Le prochain numéro du Réseau paraîtra en décembre 2019. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 novembre au plus tard. Merci !